

RAPPORT N° 241 *29 mars 2011*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif aux comptes 2010 de la Caisse de
prévoyance du personnel de l'Etat

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2010.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et vous invitons à approuver les comptes qui vous sont présentés.

Table des matières

1. Rapport de gestion	p. 2
2. Bilan & Comptes d'exploitation	p. 7
3. Annexe aux comptes annuels	p. 11
4. Bilan technique	p. 28
5. Rapport de l'organe de contrôle	p. 30

BERICHT Nr. 241 *29. März 2011*
des Staatsrats an den Grossen Rat
über die Jahresrechnung 2010 der
Pensionskasse des Staatspersonals

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2010.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht Kenntnis zu nehmen und die Jahresrechnung zu genehmigen.

Inhaltsverzeichnis

1. Verwaltungsbericht	S. 32
2. Bilanz und Betriebsrechnung	S. 37
3. Anhang zur Jahresrechnung	S. 41
4. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch)	S. 28
5. Rapport de l'organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch)	S. 30



Rapport de gestion de la CPPEF relatif à l'exercice 2010

Statut juridique et organisation

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et a une administration séparée de celle de l'Etat. Elle est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance des fondations du Canton de Fribourg.

Son activité est régie par la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après la LCP) du 29 septembre 1993 et diverses ordonnances qui ont vu le jour depuis 1993.

La CPPEF a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès. Outre le personnel de l'Etat et des établissements de l'Etat, sont également affiliées des communes et des associations qui exercent une activité publique liée étroitement à l'Etat. Ces institutions externes étaient au nombre de 59 à fin décembre 2010 en plus de l'Etat de Fribourg. Le régime de l'affiliation des assurés à la Caisse est fonction de leur durée d'engagement: les assurés ayant un contrat de travail supérieur à une année sont automatiquement assurés dans le régime de pensions (prestations sur-obligatoires); les assurés dont la durée d'engagement est inférieure à une année sont assurés dans le régime minimal LPP, régime dont les prestations sont légèrement supérieures à celles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle.

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres dont six sont des représentants de l'Etat-employeur et six des représentants des salariés. Le Comité a constitué trois commissions (financière, immobilière et administrative), composées de membres du Comité et appuyées par des spécialistes externes au Comité. Au cours de l'année écoulée, le Comité a tenu 11 séances relatives à la marche normale des affaires, ainsi que 7 séances consacrées à la révision de sa loi. A celles-ci s'ajoutent les réunions mensuelles des Commissions et des délégations spéciales dans lesquelles les membres du Comité ont représenté la Caisse.

Treize collaboratrices et collaborateurs, (pour un peu moins de douze équivalents plein temps [ci-après EPT]), ainsi que deux apprenties, assurent l'administration de la CPPEF.

Selon l'art. 51 al. 6 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (ci-après LPP), l'institution doit garantir la formation initiale et continue des représentants dans l'organe paritaire suprême. Le Comité de la CPPEF a l'occasion d'améliorer ses connaissances dans le domaine de la prévoyance, notamment dans le cadre des travaux de révision de la loi. Par ailleurs certains membres du Comité ont participé à des cours de formation continue dispensés par divers prestataires.

Exercice 2010

Dans le courant 2010, la Caisse a procédé à une mise à jour importante de son logiciel de gestion des assurés. Tout en étant restée auprès du même fournisseur dudit logiciel, la Caisse dispose désormais d'un outil de travail plus convivial que par le passé.

Depuis le mois de mai 2010, la Caisse a également fait un pas de plus dans l'ère du tout numérique. Désormais, les documents qu'elle reçoit et qu'elle envoie à ses assurés sont à disposition à l'écran, dans le cadre de la gestion documentaire. Le personnel a ainsi un accès plus direct au dossier des assurés,

En matière d'effectif assuré, la Caisse assurait au 31 décembre 2010 16'907 personnes, soit une augmentation de presque 5 %. Quant aux bénéficiaires de rentes, ils étaient à cette même date 4'089, soit en progression de plus de 6 %.

Les collaborateurs et collaboratrices de la Caisse de prévoyance sont très fidèles à leur employeur. En 2010, un nouveau collaborateur a été engagé pour remplacer le départ à la retraite d'une collaboratrice ayant œuvré 18 ans auprès de l'administration. L'articulation de la Caisse est actuellement la suivante :

- le Groupe de gestion technique, soit sept personnes au total pour quelque 6.5 EPT, gère l'ensemble des presque 20'000 dossiers. Reporté en termes de coût, la gestion d'un dossier d'assuré oscille entre 120 et 150 francs par année. Ce montant est pris en charge sur la performance de la Caisse. Comparativement aux autres institutions de prévoyance, ces coûts de gestion se situent dans la fourchette basse.
- le Groupe immobilier, composé de collaborateurs techniques et de leurs collaboratrices administratives (soit 2.8 EPT au total), traite les affaires courantes, tant au niveau de la gestion des locations, que des problèmes ayant trait aux constructions nouvelles ou en cours.
- le Groupe finance et comptabilité (soit 2.4 EPT) a la responsabilité des tâches principales suivantes :
 - contrôle de la gestion des titres placés auprès des différents mandataires
 - tableau mensuel des performances de tous les mandataires
 - gestion de toute la trésorerie et des flux financiers liés à la gestion des immeubles
 - tenue de la comptabilité générale de la Caisse (notamment les encaissements des cotisations, les paiements de toutes les prestations, ...).

Système financier

Les systèmes financiers mixtes, propres aux institutions de prévoyance de droit public (ci-après IPDP), combinent le système financier de la répartition, du même type que celui de l'AVS (financement direct des prestations par les cotisations), et le système financier de la capitalisation (accumulation de la valeur actualisée des rentes à servir dans le futur), qui est plus spécifique à la prévoyance professionnelle. Dans la mesure où le niveau des cotisations est correctement évalué par rapport aux prestations, un financement mixte n'induit pas en soi une situation de découvert, dès lors que la part non capitalisée des prestations est alimentée par lesdites cotisations. La LPP autorise ce mode de financement à l'égard des IPDP compte tenu de leur pérennité fondée sur la garantie des prestations fournie par les collectivités publiques. Au niveau fédéral, une nouvelle législation propre aux IPDP a vu le jour, suite notamment au dépôt de l'initiative parlementaire Beck. Les nouvelles exigences mises sur pied impliquent pour les IPDP d'être capitalisées au minimum à hauteur de 80 % dans un délai de 40 ans. Cette exigence fédérale a été prise en compte dans le cadre de la révision de la loi sur la Caisse dont il est fait mention à la fin de ce rapport.

Si le système financier de la répartition a pour avantage d'être peu sensible aux périodes de forte inflation sur le long terme, celui de la capitalisation se distingue par une vulnérabilité moindre envers l'augmentation de l'espérance de vie, appelée longévité. Dans cette optique, un système de financement mixte a le mérite de chercher un équilibre entre les avantages et les inconvénients des deux modèles précités.

La Caisse a procédé en 2010 à deux expertises de congruence actifs – passifs (ALM ou CAP), lesquelles ont confirmé dans les grandes lignes la politique de placement, à savoir que le taux technique appliqué à la Caisse est ambitieux compte tenu notamment de son allocation stratégique. Il pourrait être judicieux d'élargir la palette des véhicules de placement utilisé par la Caisse, mais en notant que l'investissement dans de nouveaux véhicules de placement pourrait aussi signifier une augmentation des risques.

Résultats financiers et revalorisation

Sur le plan financier, l'exercice 2010 se termine sur un résultat négatif de quelque 109 millions de francs. La garantie de l'Etat augmente pour passer de 615 à 724,5 millions de francs. Ce résultat prend en compte la revalorisation de 2.5 % de la somme des salaires assurés (soit 26

millions de francs) octroyée au 1^{er} janvier de cette année en application de la LCP et figurant sous la forme d'une provision technique dans le bilan 2010.

Considérations générales

Le scénario mis en avant par les banques en 2010 considérait que l'économie mondiale devait être caractérisée par un découplage de cycle économique dans les pays développés et par des tensions inflationnistes dans les pays émergents. On constate que, dans les économies émergentes, les pressions inflationnistes se sont concrétisées par des taux d'inflation de l'ordre de 5 % dans des pays comme le Brésil, la Chine ou l'Inde. Au niveau des économies développées, certains pays ont su tirer leur épingle du jeu. C'est notamment le cas de l'Allemagne, dont l'économie affiche une santé insolente avec un indice du climat des affaires qui a atteint son plus haut niveau depuis la réunification. Les signes de cette bonne santé de l'économie allemande se transmettent aux autres économies de la zone euro. En Suisse, le produit intérieur brut atteint 2.6 % d'augmentation en 2010, taux supérieur aux attentes des analystes. En dépit des craintes, la croissance helvétique s'est jouée de la force du franc. Ce franc suisse fort a toutefois été l'une des principales préoccupations en matière de placements durant l'année écoulée. En effet, les institutions qui ont porté une grande attention à la gestion du risque de change et qui l'ont couvert activement ont obtenu des rendements supérieurs à leurs consœurs.

Actifs : titres et immeubles - Réserves de fluctuation de valeurs

A la fin 2010, la CPPEF gérait des actifs s'élevant au bilan à 2'737 millions de francs, soit en hausse de plus de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

Comme par le passé, la politique financière menée par la CPPEF est une politique prudente, soumise au contrôle d'un consultant externe. Celui-ci conseille la Caisse dans la mise en place d'une stratégie d'allocation des moyens et examine régulièrement la capacité de la CPPEF à mener cette politique. A l'exception des placements passifs effectués et surveillés directement par la Caisse (par le biais de sa Commission financière), tous les placements financiers étaient, en 2010, attribués en mandats directs auprès d'établissements financiers (voir le détail dans l'annexe aux comptes).

- **Titres**

Le marché des actions suisses semblait parti pour un nouveau rallye au début 2010, mais s'essouffla durant le deuxième trimestre, pour croître de manière régulière pendant sur la deuxième partie de l'année. Si les comptes avaient pu être bouclés à Noël, toutes les institutions eurent été contentes. Comme l'année ne se terminait toutefois que le 31 décembre, les marchés s'effritèrent passablement et perdirent tout le gain enregistré en décembre. Le marché 2010 termina l'année à un niveau inférieur à celui qu'il avait atteint au 1^{er} janvier de cette même année. Au niveau de l'EuroStoxx, la situation fut même moins favorable, puisque l'indice clôturait plus de 6 % en baisse par rapport à la situation du début de l'année. A ce fait s'ajoute encore une forte appréciation du franc par rapport à l'euro qui a pesé sur la performance finale du portefeuille

- **Immobilier**

La performance du parc immobilier de 5,44 % dans son ensemble (c'est-à-dire y compris les terrains et les immeubles en cours de construction) est réjouissante. La variation de la performance d'une année à l'autre provient en partie de la manière dont sont évalués les immeubles. La valorisation des immeubles se fait sur une base réglementaire et conformément à la réglementation pour la présentation des comptes (RPC 26). Les plus et moins-values se répercutent directement dans le compte d'exploitation des immeubles. Il convient de rappeler que la performance du parc se calcule sur l'entier des fonds engagés au niveau immobilier.

En matière de construction, les chantiers importants en 2010 ont été les suivants :

1° Estavayer-le-Lac : les deux derniers immeubles construits (40 appartements pour un prix devisé à CHF 13,5 millions) ont rencontré un franc succès et leur mise en valeur se

déroule conformément aux attentes ; un cinquième immeuble a été mis en construction au printemps 2010.

2° Tafers : le complexe de cinq immeubles s'est terminé dans le courant 2010 et les mises en locations vont bon train, quoique un peu plus lentes que prévu. En effet, on pouvait s'attendre à cette difficulté compte tenu du nombre élevé d'appartements (83 au total) mis sur le marché en si peu de temps. Le coût total des immeubles, terrains compris, devisé à CHF 26,5 mios, est conforme au devis présenté au Comité.

3° Guin : deux immeubles sur un groupe de quatre ont été mis en location courant 2010, alors que les deux restants seront mis sur le marché courant 2011. Ce sont au total 64 appartements qui auront été mis sur le marché, de manière échelonnée.

4° Bulle-Centre : les 67 appartements ont rencontré un franc succès, exception faite des grands appartements dont la mise en location prend plus de temps. Le budget de CHF 32 mios a été respecté.

5° Romont : l'immeuble de 16 appartements a été entièrement loué dans un laps de temps très court. La construction des deux immeubles constituant la suite du programme a débuté à fin 2010.

6° les 32 appartements des deux immeubles de La Tour-de-Trême, terminés au début 2010, ont rapidement trouvé preneurs.

- **Réserves de fluctuation de valeurs**

Le nouvel article 48° de l'OPP 2 exige que l'institution de prévoyance fixe dans un règlement les règles pour la constitution des réserves de fluctuation ainsi que pour les autres réserves. Toutefois, la RPC 26 ne permet la constitution de réserves de fluctuation que si l'institution dispose d'un degré de couverture d'au moins 100 %, ce qui n'est pas le cas de la CPPEF. Vu cette situation, la Caisse doit indiquer dans ses annexes les réserves théoriques sur lesquelles elle s'est basée pour établir son allocation stratégique. Partant de cette obligation légale et sur la base des recommandations du consultant de la Caisse, le Comité devrait disposer, en fonction de sa politique de placement, d'une réserve de l'ordre de 198 millions de francs sur la base des placements existants à fin 2010. Cette somme correspond au montant minimum à avoir à disposition pour absorber une forte baisse du marché sur une année. La révision de la loi sur la Caisse lui permettra de constituer une réserve de fluctuations plus importante que l'objectif actuellement en vigueur. Le Comité se fait des réflexions à ce sujet.

Passifs : engagements envers les assurés

Les engagements de la CPPEF sont les suivants :

- les prestations de libre passage des assurés actifs, soit 1'886'212'827 francs; elles représentent le montant que la Caisse serait amenée à payer si l'ensemble des affiliés actifs quittait leur emploi au 31.12.2010. Ce montant est en augmentation de 5,7 % ou de quelque 102 millions de francs par rapport à l'exercice précédent. Il comprend le coût plus élevé des prestations qui reviennent à l'assuré. Il est à noter que cette somme est aussi financée en partie par l'assuré lui-même dans le cadre de l'évolution de son salaire. Dans ce montant figurent également les admissions et les démissions effectuées durant l'année en cours ;
- la valeur actuelle des pensions en cours, soit 1'477'086'298 francs auxquels se rajoutent 58'873'019 francs au titre de provision de longévité; cette valeur correspond à l'engagement total envers les bénéficiaires de pensions jusqu'à l'extinction théorique de leur droit. Cette valeur actuelle est à mettre en rapport avec le montant des réserves mathématiques indiqué dans le bilan au 31.12.2009 de 1'386'805'592 francs. L'augmentation de quelque 90 millions de francs ou 6,5 % s'explique par les éléments suivants :
 - l'accroissement substantiel du nombre de cas d'invalidité et aux rentes servies plus élevées ;
 - la longévité accrue des pensionnés ;
 - l'augmentation des réserves mathématiques pour les retraités (augmentation de leur nombre, moyenne d'âge plus basse et pension moyenne plus élevée).

Degré de couverture – Degré d'équilibre - Garantie de l'Etat

Le degré de couverture de la Caisse est passé de 81,1 % à 79,0 %, augmentant ainsi la garantie de l'Etat de 615 à 725 millions de francs. Par rapport à l'obligation légale de couverture des rentes en cours, le degré d'équilibre, qui correspond au rapport entre la fortune nette et le capital nécessaire à la couverture des rentes en cours jusqu'à leur extinction, se situait au 31.12.2010 à environ 156,6 % (en prenant en considération la réserve de fluctuation de valeurs). Il convient de noter que les nouvelles dispositions fédérales imposeront aux Caisses la couverture intégrale des rentes en cours. Cette exigence est aujourd'hui déjà remplie par la Caisse.

Dans le cas de la Caisse, un appel à la garantie de l'Etat n'entre pas en considération au regard de la situation financière actuelle de l'institution.

Révision de la loi

Le projet de révision de la nouvelle loi sur la Caisse de prévoyance a été approuvé par le Conseil d'Etat, qui l'a transmis en février au Grand Conseil. Le projet intègre d'ores et déjà les exigences mises en place au niveau de la législation fédérale, à savoir d'atteindre une couverture minimale de 80 % dans les 40 ans à venir.

CAISSE DE PREVOYANCE DU
PERSONNEL DE L'ETAT

C. Lässer, Président
C. Schafer, Administrateur

Fribourg, 16.03.2011

COMPTES DES EXERCICES 2010 ET 2009

BILAN	31.12.2010	31.12.2009
	CHF	CHF
ACTIF		
Placements	2'736'768'013	2'651'097'839
Liquidités et placements monétaires	652'109'755	687'524'053
Liquidités d'exploitation	174'609'981	950'429
Liquidités pour placements	185'220'208	260'286'726
Prêts	281'601'172	390'637'526
Dépôts fiduciaires	8'380'349	7'922'922
Fonds de placement monétaires	2'298'045	27'726'450
Créances	7'691'698	6'208'731
Impôts anticipé et à la source	5'262'526	4'391'672
Contributions employeurs	1'173'301	867'252
Créances envers des assurés	926'160	572'090
Créances d'exploitation des immeubles et autres	90'953	174'728
Débiteurs divers	238'758	202'989
Titres	988'377'275	941'267'278
Placements obligataires	397'198'539	373'636'324
Obligations suisses	131'484'160	126'802'560
Obligations étrangères	265'714'379	246'833'764
Transitoires sur titres (intérêts courus)	4'851'275	5'561'063
Actions et participations	586'327'461	562'069'891
Actions suisses	332'737'097	295'382'470
Actions étrangères	251'095'974	264'040'634
Participations	2'494'390	2'646'787
Immobilisations	863'254'192	811'532'665
Immeubles	863'168'715	811'425'060
Immeubles construits	746'233'175	715'262'736
Immeubles en mise en valeur	26'594'487	0
Terrains à bâtir	20'077'839	15'346'370
Immeubles en construction	64'815'511	76'662'205
Rénovations	3'630'007	2'278'604
Fonds de placement immobiliers suisses	1'313'969	1'372'133
Fonds de placement immobiliers étrangers	503'727	503'012
Transitoires sur immeubles	85'477	107'605
Placements alternatifs	25'335'093	4'565'112
Prêts aux employeurs	200'000'000	200'000'000
Prêts à terme à l'Etat	200'000'000	200'000'000
Comptes de régularisation de l'actif	0	9'735
TOTAL DE L'ACTIF	2'736'768'013	2'651'107'574

COMPTES DES EXERCICES 2010 ET 2009

BILAN	31.12.2010	31.12.2009
	CHF	CHF
PASSIF		
Dettes	10'271'335	9'584'461
Prestations de libre passage et rentes	2'947'862	1'748'301
Autres dettes	7'323'473	5'561'160
Créanciers	1'333'305	3'116'361
Comptes courants	4'920'869	1'378'879
Fonds de Garantie	1'069'299	1'065'920
Dette sur achat bien immobilier	0	2'275'000
Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)	2'863'552	2'379'588
Passifs transitoires	43'200	39'812
Passifs transitoires sur titres	138'973	126'264
Passifs transitoires sur immeubles	2'681'379	2'213'512
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	3'448'172'144	3'254'348'530
Capital de prévoyance des assurés actifs	1'886'212'827	1'784'813'139
Prestations de libre passage des assurés actifs	1'881'263'801	1'780'386'788
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	4'949'026	4'426'351
Capital de prévoyance des bénéficiaires	1'477'086'298	1'386'805'592
Valeur actuarielle des pensions en cours	1'468'519'046	1'378'300'691
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	8'567'252	8'504'901
Provisions techniques	84'873'019	82'729'799
Provision de longévité	58'873'019	49'729'799
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	26'000'000	33'000'000
Découvert technique	-724'539'018	-615'205'005
Découvert technique: situation en début de période	-615'205'005	-655'678'497
Excédent de charges / produits	-109'334'013	40'473'492
TOTAL DU PASSIF	2'736'768'013	2'651'107'574

16.03.2011

COMPTES DES EXERCICES 2010 ET 2009

COMPTE D'EXPLOITATION

	2010 CHF	2009 CHF
Cotisations et apports ordinaires	191'122'785	180'869'563
Cotisations des salariés	74'604'743	70'996'521
Cotisations des employeurs	106'976'290	101'815'464
Cotisations supplémentaires des salariés	602'388	651'168
Rachats	8'939'364	7'406'410
Prestations d'entrée	56'996'396	70'972'896
Apports de libre passage	55'199'834	70'021'858
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	1'796'562	951'038
<i>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</i>	<i>248'119'181</i>	<i>251'842'459</i>
Prestations réglementaires	-130'163'274	-122'542'866
Rentes de vieillesse	-102'362'294	-95'131'803
Rentes de survivants	-16'751'256	-16'428'357
Rentes d'invalidité	-7'915'311	-7'857'846
Autres prestations réglementaires	-110'524	-27'360
Prestations en capital à la retraite	-2'986'614	-3'097'500
Prestations en capital au décès et à l'invalidité	-37'275	0
Prestations de sortie	-51'611'807	-57'042'974
Prestations de libre passage en cas de sortie	-38'372'444	-42'194'161
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-13'239'363	-14'848'813
<i>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</i>	<i>-181'775'081</i>	<i>-179'585'840</i>
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques	-193'823'614	-214'216'510
Constitution de capitaux de prévoyance des assurés actifs	-68'399'688	-77'214'416
Constitution de capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-90'280'706	-95'442'633
Constitution de provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	-26'000'000	-33'000'000
Constitution de provision de longévité	-9'143'220	-8'559'461
Charges d'assurances	-1'069'299	-1'063'618
Cotisations au Fonds de garantie	-1'069'299	-1'063'618
<i>Résultat net de l'activité d'assurance</i>	<i>-128'548'813</i>	<i>-143'023'509</i>
Résultat net des placements	20'932'148	185'290'939
Résultat net des liquidités	1'018'733	8'335'981
Résultat net des placements obligataires	-16'221'060	20'837'441
Résultat net des actions et participations	-13'977'712	118'337'511
Résultat net des placements alternatifs	1'009'037	422'892
Résultat net des placements immobiliers	46'246'990	33'838'973
Intérêts sur prêts à l'employeur	7'000'000	7'030'000
Frais d'administration des placements	-4'143'840	-3'511'859
Autres produits	211'480	178'912
Produits de prestations fournies	108'895	114'373
Produits divers	102'585	64'539
Autres frais	-164'865	-123'178
Frais d'administration	-1'763'963	-1'849'672
<i>Excédent de charges / produits</i>	<i>-109'334'013</i>	<i>40'473'492</i>

16.03.2011

COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2010 ET 2009

RUBRIQUES	REGIME PENSIONS		REGIME LPP		TOTAL	
	<u>2010</u> CHF	<u>2009</u> CHF	<u>2010</u> CHF	<u>2009</u> CHF	<u>2010</u> CHF	<u>2009</u> CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	244'149'078	247'939'493	3'970'103	3'902'967	248'119'181	251'842'460
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-177'745'178	-174'101'798	-4'029'903	-5'484'042	-181'775'081	-179'585'840
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance	-193'202'145	-215'070'100	-621'469	853'590	-193'823'614	-214'216'510
Contributions au Fonds de Garantie	-1'052'650	-1'048'925	-16'649	-14'694	-1'069'299	-1'063'619
Résultat net de l'activité d'assurance	-127'850'895	-142'281'331	-697'918	-742'178	-128'548'813	-143'023'509
Résultat net des placements					20'932'148	185'290'939
Autres produits					211'480	178'912
Autres frais					-164'865	-123'178
Frais d'administration					-1'763'963	-1'849'672
Excédent de charges / produits					-109'334'013	40'473'492

16.03.2011

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. Bases et organisation

I.1. Forme juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et est pourvue d'une administration séparée de celle de l'Etat. Son but est d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès.

I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP

La CPPEF est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès du Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du canton de Fribourg.

De plus, elle est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

I.3. Indications des actes et des règlements

L'activité de la CPPEF est régie par :

a) Dispositions légales

- Loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993, modifiée partiellement par les lois du 2 octobre 1996, du 17 septembre 1997, du 17 octobre 2001 et par l'ordonnance du 22 mars 2005 du Conseil d'Etat du canton de Fribourg
- Divers arrêtés du Conseil d'Etat du canton de Fribourg

b) Réglementation interne

Version du :

- | | |
|---|--------------------------------|
| - Règlement d'organisation et Directives réglant la gestion de la fortune | 22 novembre 2007 |
| - Règlement de la commission immobilière | 3 avril 1989 |
| - Règlement des commissions de bâtisse | 30 mai 1989 |
| - Règlement de la commission administrative | 1 ^{er} juin 2005 |
| - Règlement pour les passifs de nature actuarielle | 1 ^{er} septembre 2006 |

La CPPEF est membre de l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP) qui a adopté, en 2008, une Charte ainsi que des directives en matière de loyauté dans la gestion des fonds de la prévoyance professionnelle. La Charte est un code de bonne conduite impératif pour tous les membres de l'ASIP qui vient compléter les dispositions légales applicables en la matière (article 48f et suivants de l'OPP2).

I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature

I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres, dont six sont des représentants de l'Etat et six des représentants des salariés.

Le Président du Comité est le conseiller d'Etat Directeur des finances (LCP art. 6 al. 5).

Au 31 décembre 2010, la composition du Comité était la suivante :

Représentants de l'Etat

LÄSSER Claude, Président
CLEMENT Pierre-Alain
COLLAUD Paul
HAYOZ Markus
STEPHAN Jacques
AUBRY Laurent

Représentants des salariés

MUTRUX Gérald, Vice-Président
COLLAUD Germain
DELLEY Stéphane
MARTY René
MINDEL Claude
SAVOY Jean-Daniel

La CPPEF est placée sous la direction de Monsieur Claude Schafer, Administrateur.

I.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par un règlement du 1^{er} mai 2005 ; la CPPEF est représentée vis-à-vis de tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

I.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance, consultant

I.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :

Pittet Associés S.A. à Genève

I.5.2. Organe de contrôle

Multifiduciaire Fribourg S.A. à Fribourg

I.5.3. Autorité de surveillance

Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du Canton de Fribourg à Fribourg

I.5.4. Consultant en placements

Coninco Advisory S.A. à Vevey

I.6. Employeurs affiliés

Le nombre d'employeurs affiliés à la Caisse au 31 décembre 2010 est de 60 contre 59 au 31 décembre 2009.

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique

II.1. Assurés actifs

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	16'237	15'608	629
Régime LPP	670	534	136
Total	16'907	16'142	765
<u>Age moyen</u>			
Régime de pensions	42.48	41.85	0.63
Régime LPP	37.66	38.75	-1.09

II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
<u>Régime de pensions</u>	3'945	3'709	236
Pensions de vieillesse	2'873	2'632	241
Pensions d'invalidité	301	318	- 17
Pensions de conjoints	678	666	12
Pensions d'orphelins	71	77	- 6
Pensions d'enfants de retraités	22	16	6
<u>Régime LPP</u>	144	142	2
Rentes de vieillesse	96	94	2
Rentes d'invalidité	24	24	0
Rentes de conjoints	14	14	0
Rentes d'orphelins	4	4	0
Rentes d'enfants de retraités	2	2	0
Rentes d'enfants d'invalides	4	4	0
Total	4'089	3'851	238

II.3. Total des affiliés

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	20'182	19'317	865
Régime LPP	814	676	138
Total	20'996	19'993	1'003

II.4. Rapport démographique

Le rapport démographique correspond à la proportion entre le nombre des bénéficiaires de rentes et celui des assurés actifs, soit :

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Régime de pensions	24.30%	23.76%
Régime LPP	21.49%	26.60%
Global	24.19%	23.78%

III. Nature de l'application du but de la Caisse

III.1. Explication des plans de prévoyance

La CPPEF pratique deux plans de prévoyance : le régime de pensions et le régime LPP.

Le **régime de pensions** s'adresse au personnel qui est au bénéfice d'un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l'Etat ou de ses établissements.

Le régime de pensions est une **primauté des prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés**. L'objectif de pension final n'est pas exprimé par rapport au dernier salaire assuré, mais bien sur le salaire moyen de carrière, revalorisé.

Le régime de pensions est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- le salaire assuré est égal au salaire déterminant, moins une déduction de coordination égale aux 90% de la rente AVS annuelle maximale (CHF 24'624.00 pour un taux d'activité de 100%) et multipliée par le taux d'activité. Le salaire assuré maximal annuel en 2010 était de CHF 183'896.-- ;
- la prestation de retraite est égale à 1.6% de la somme revalorisée des salaires assurés à la fin du mois qui précède la retraite. Les pensions sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation. Il existe la possibilité de prélever sous forme de capital au maximum $\frac{1}{4}$ de l'avoir LPP en cas de retraite ;
- la pension d'invalidité est égale à la pension de retraite projetée à 65 ans multipliée par le degré d'invalidité, mais au maximum à 60% du dernier salaire assuré multiplié par le degré d'activité ;
- la pension de personne conjointe survivante est égale à 60% de la pension d'invalidité entière qu'aurait pu toucher la personne assurée (en cas de décès d'un actif), ou à 60% de la pension de la personne défunte (en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide) ;
- la Caisse sert aussi des prestations d'enfant de retraité dès qu'une personne retraitée a atteint l'âge de 65 ans révolus, ainsi que des pensions d'enfant orphelin.

Le **régime LPP** s'adresse au personnel auxiliaire ou temporaire. Il est constitué d'un processus d'épargne comparable à celui de la LPP, accompagné d'une couverture, exprimée en pourcentage du salaire assuré, pour les risques invalidité et décès. Il fonctionne donc selon le principe de la **biprimauté** (primauté des cotisations pour l'épargne et primauté de prestations pour les risques).

Le régime LPP est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- l'avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations de libre passage LPP reçues, avec intérêt de 4% ;
- la rente de vieillesse se calcule comme suit : l'avoir de vieillesse est converti en rente selon le barème transitoire des taux de la 1^{ère} révision LPP entrée en vigueur au 01.01.2005. L'âge de la retraite est fixé à 65 (hommes) / 64 ans (femmes). Possibilité de retraite dès l'âge de 60 ans, avec une réduction correspondante du facteur de conversion. Les rentes sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation ;
- la rente d'invalidité se compose de la rente présumée de vieillesse, augmentée des intérêts calculés selon les modalités de la LPP, mais au max équivalente à 40% du salaire assuré multiplié par le degré d'invalidité ;
- la rente de conjoint survivant est déterminée à hauteur de 60% de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré (en cas de décès d'un actif), ou de 60% de la rente du défunt (en cas de décès d'un retraité ou d'un invalide) ;
- la Caisse sert aussi des rentes d'enfants d'invalide et des rentes d'enfant orphelin égales à 20% de la rente d'invalidité.

III.2. Financement, méthodes de financement

III.2.1. Régime de pensions

Le taux de cotisation du régime de pensions, global et uniforme, est égal à 19,5% du salaire assuré quels que soient l'âge et le sexe de l'assuré. Il est réparti à raison de 11,5% à la charge de l'employeur et de 8,0 % à la charge des assurés, ce qui représente 59% environ du financement pour l'employeur et 41% pour les assurés.

Selon les articles 13 et 16 de la LCP, le financement du régime de pensions est basé sur le système **financier mixte** de la **répartition des capitaux de couverture**. Rappelons que, selon ce système, la fortune de la Caisse doit permettre de couvrir en tout temps au moins la valeur actuelle des pensions en cours (ou, selon la norme RPC 26, le capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions), augmentée de la provision de longévité.

III.2.2. Régime LPP

Selon l'âge de l'assuré, la cotisation d'épargne varie entre 7 et 18% du salaire assuré, celui-ci étant limité au maximum à CHF 58'140.00. Une cotisation supplémentaire de 2,4% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès, la cotisation au fonds de garantie et les frais administratifs. Le financement est paritaire.

Le régime LPP fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit donc couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs et des réserves mathématiques (ou valeur actuelle) des pensions en cours.

III.2.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Néant.

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)

Les comptes de la CPPEF sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la CPPEF applique deux plans de prévoyance (régime de pensions et régime LPP), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime ; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

IV.2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- *Conversion des valeurs en devises étrangères*
Les cours de change à la date du bilan sont pris en considération.
- *Liquidités*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale.
- *Créances*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Les provisions économiquement nécessaires liées à un risque spécifique sont portées directement en diminution des actifs correspondants.
- *Titres*
Les obligations, les notes, les actions et les fonds de placements sont évalués à leur valeur de marché à la date du bouclage.

Les actions non cotées et les participations sont évaluées en prenant la valeur des fonds propres de la société à la date de clôture tout en tenant compte d'éventuelles réserves latentes communiquées par l'administration de la société.

- **Immeubles**

- **Immeubles construits**

Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :

- Objectif de rendement net de 4.5% ;
- Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années ;
- Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années ;
- Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés ;
- Majoration pour affectation spécifique ;
- Vétusté : prise en compte des besoins en rénovation sur une durée de dix ans.

- **Immeubles acquis en cours d'année**

La valeur des nouvelles acquisitions est déterminée sur la même base que les immeubles construits hormis les taux de charge et de vacance. Pour la fixation du taux de charge il est tenu compte pour la première année de charges budgétées ; par la suite il est tenu compte des charges effectives. Quant au taux de vacance, il est tenu compte la première année du taux de vacance constaté pendant la période d'acquisition ; par la suite, les taux de vacance des cinq dernières années ou moins en fonction de durée de possession sont pris en considération.

- **Immeubles en mise en valeur (durée maximum 3 ans)**

La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur réelle des immeubles en cours de mise en valeur, déterminée sur la base des principes définis pour les immeubles acquis en cours d'année, hormis le taux de vacance à appliquer. Ce taux est calculé sur la moyenne du taux de vacance globale du portefeuille de la Caisse pour les trois dernières années, additionné de cinq pourcents. Si le coût de construction est supérieur à la valeur réelle des immeubles, cette dernière est appliquée.

- **Terrains à bâtir**

La valeur de marché à la date de boucllement est prise en considération.

- **Immeubles en construction**

La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.

- **Rénovations**

La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de boucllement, les prix de vente nets, connus au moment du boucllement des comptes, sont retenus comme valorisation.

- **Prêts aux employeurs**

Les prêts à terme à l'Etat de Fribourg figurent aux valeurs nominales.

- **Autres actifs et engagements**

Les autres créances et engagements figurent au bilan aux valeurs nominales.

- **Capitaux de prévoyance et provisions techniques**

La méthode statique est appliquée. Les capitaux de prévoyance font l'objet d'une attestation de la part de l'actuaire.

La provision pour revalorisation des salaires assurés est déterminée sur la base des dispositions de la loi sur la Caisse (LCP art. 66).

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

V.1. Nature de la couverture des risques

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse.

V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance

La CPPEF est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est, de ce fait, pas réassurée.

V.3. Développement et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)

a. Développement :

	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	4'949'026	4'426'351	522'675

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	4.00%	4.00%	-
-------------------------------------	-------	-------	---

V.4. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	1'780'386'788	1'676'256'708
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	101'870'138	100'501'353
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	47'687'329	55'888'026
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	- 48'680'454	- 52'259'299
<i>Total de la variation annuelle</i>	<u>100'877'013</u>	<u>104'130'080</u>
Prestations de libre passage en fin d'exercice	1'881'263'801	1'780'386'788

V.5. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés

La Caisse a procédé à une revalorisation de 2% de la somme des salaires assurés au 1^{er} janvier 2011, soit CHF 26 mio. Cette revalorisation prend en compte l'augmentation des salaires du personnel de l'Etat au 1^{er} janvier 2011. Le montant de cette revalorisation est enregistré dans les comptes 2010.

V.6. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions

a. Développement :

	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	949'007'020	900'414'980	48'592'040

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	2%	2%	-
-------------------------------------	----	----	---

V.7. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires (réserve de longévité incluse)

Régime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2010 CHF	2009 CHF	2010/2009 CHF	2009/2008 CHF	2010/2009 %	2009/2008 %
Retraités	1'258'188'423	1'155'657'641	102'530'782	113'780'917	+ 8.9	+ 9.8
Invalides	113'856'682	120'102'974	- 6'246'292	3'153'787	- 5.2	- 1.9
Conjoints	149'916'769	146'731'228	3'185'541	8'000'768	+ 2.2	+ 1.1
Orphelins	4'671'835	4'921'733	- 249'898	- 344'491	- 5.1	+ 12.1
Enfants de retraités	422'332	317'334	104'998	- 444	+ 33.1	+ 57.6
Total	1'527'056'041	1'427'730'910	99'325'131	124'590'537	+ 7.0	+ 7.8

Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2010 CHF	2009 CHF	2010/2009 CHF	2009/2008 CHF	2010/2009 %	2009/2008 %
Retraités	4'874'918	4'922'892	- 47'974	22'330	- 1.0	+ 6.3
Invalides	3'073'845	2'894'398	179'447	42'213	+ 6.2	+ 7.3
Conjoints	787'871	803'986	- 16'115	19'294	- 2.0	+ 11.3
Orphelins	87'289	97'708	- 10'419	- 9'248	- 10.7	- 10.6
Enfants de retraités	9'632	11'127	- 1'495	3'389	- 13.4	- 10.3
Enfants d'invalides	69'723	74'372	- 4'649	64'193	- 6.3	- 4.3
Total	8'903'278	8'804'483	98'795	142'171	+ 1.1	+ 6.7

Les pensions n'ont pas été indexées en 2010.

V.8. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise date d'août 2009 et a été établie sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2008. Pittet Associés SA, actuaire, atteste que l'équilibre financier de la Caisse est assuré compte tenu de son financement, de son plan de prévoyance, des systèmes financiers appliqués et de la garantie accordée par l'Etat.

V.9. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2000. Le taux d'intérêt technique de la CPPEF est de 4.5%.

V.10. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg en situation statique

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	<u>31.12.2010</u> CHF	<u>31.12.2009</u> CHF
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme)	2'723'633'126	2'639'143'525
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	- 3'448'172'144	- 3'254'348'530
Découvert technique (= Garantie de l'Etat (*))	- 724'539'018	- 615'205'005
 Degré de couverture	 79.0 %	 81.1 %

(*) L'Etat garantit en tout temps, selon l'article 16 de la Loi sur la Caisse, l'équilibre financier.

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

VI.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- Banque Cantonale de Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte ;
- FTI Suisse S.A. à Genève - gestion d'un portefeuille en obligations étrangères déposées auprès de la Banque Pictet & Cie à Genève ;
- Crédit Suisse à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et étrangères ;
- UBS à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères ;
- IAM S.A. à Genève - mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses ;
- Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A. à Fribourg - mandats pour la gestion d'un portefeuille mixte et un portefeuille en actions ;
- Lombard Odier Darier Hentsch à Fribourg – mandat de gestion en obligations étrangères ;
- Pictet & Cie à Genève – mandat pour la gestion de fonds de placements en obligations étrangères.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- Régie de Fribourg S.A., à Fribourg ;
- Gerama S.A., à Fribourg ;
- Régie Châtel S.A., à Châtel-St-Denis ;
- Gestions Martin S.A., à Estavayer-le-Lac ;
- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., à Montreux ;
- Privera AG / Graf.riedi A.G., à Berne.

VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 50 OPP 2 al. 4)

De nouvelles limites de placement OPP 2 ont été introduites au 1^{er} janvier 2009, avec un délai transitoire de mise en œuvre de deux ans, soit d'ici au 31 décembre 2010.

L'allocation stratégique de la Caisse, telle que définie au point VI.4 fixée par le Comité en 2003, est antérieure aux nouvelles dispositions. En fonction des dispositions légales actuelles, ces limites d'allocation stratégique sont en accord avec la législation jusqu'à fin 2010.

Dans le courant 2010, la CPPEF a procédé à deux analyses de congruence actifs – passifs. Les conclusions des deux études se révèlent intéressantes et mentionnent, entre autres, que :

- le niveau des réserves de fluctuations est insuffisant par rapport à la stratégie retenue ; le Comité est en train d'analyser quel serait l'objectif nécessaire, notamment également au vu des impératifs qui seront imposés aux caisses de droit public dans le cadre de la re-capitalisation sur les quarante prochaines années;
- pour atteindre l'objectif de performance de 4,5 % qui correspond au taux technique de la Caisse, cette dernière doit encore mieux diversifier son allocation ;
- l'allocation de 37 % dans l'immobilier n'est pas du tout remise en cause. C'est même un élément stabilisateur de l'allocation compte tenu de la performance stable et récurrente de ce véhicule d'investissement. Le dépassement de la limite imposée par l'OPP2 (30 % dans des biens immobiliers suisses) ne met pas en péril la santé financière de la Caisse. Au contraire, elle a un effet stabilisateur au niveau de sa fortune.

Des réflexions approfondies sur les changements à venir en matière d'investissements doivent encore faire l'objet de discussions, en lien notamment avec la révision de la loi sur la Caisse de prévoyance.

VI.3. Objectif de la réserve de fluctuations de valeurs

Conformément aux calculs de Coninco Advisory S.A., consultant en placements, le Comité a fixé l'objectif de réserve de fluctuation de valeur comme suit :

Selon l'art. 45 OPP 2, la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat étant une institution de droit public, elle peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48^e OPP2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuations nécessaires avec un niveau de confiance statistique de 68.3% se montent à **CHF 198.1 mios** contre CHF 186.1 mios à fin 2009. Ce calcul prend en compte la totalité des investissements, la répartition effective, la corrélation entre les différentes classes d'actifs ainsi que l'objectif de rendement de la Caisse.

Le niveau de réserve calculé considère un montant minimum à disposer sur un horizon d'une année, pour absorber une baisse des marchés, soit 4.4 points du degré de couverture. Il est important de relever que le Comité de la Caisse analyse le problème du montant de l'objectif de réserve nécessaire à l'allocation des véhicules de placement dans le cadre de la stratégie de placement, compte tenu notamment aussi du taux technique fixé.

Limitations du modèle

Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écarter de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuations proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écarter de manière plus ou moins importante de la réalité économique.

Il faut souligner que, selon la recommandation Swiss GAAP RPC 26, les institutions de prévoyance avec promesse de garantie de corporations de droit public ne peuvent pas constituer, en cas de découvert, de réserves de fluctuations de valeurs dans le bilan.

VI.4. Limites de placements et allocation stratégique

OPP2	Rubriques	Limites %	Limites Mios CHF	Dépassements Mios CHF
Limites individuelles				
54	Créances par débiteurs Liquidités + plac. à termes + obligations	10% par débiteur	273.7	333.6 auprès de la BCF
54a	Actions suisses et étrangères	5% par participation	136.8	Aucun dépassement
54b/1	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	5% par objet	136.8	Aucun dépassement
Limites par catégories				
54b/2	Avances obtenues sur biens immobiliers	30% de la valeur vénale par objet		Pas de rubrique au bilan
55	Titres hypothécaires lettres de gage	50% au max. 80% de la valeur vénale de l'ensemble des objets		Pas de rubrique au bilan
55b	Actions suisses et étrangères	50%	1'368.4	Aucun dépassement
55c	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	30% dont 1/3 au max. à l'étranger	821.0	42.1
55d	Placements alternatifs	15%	410.5	Aucun dépassement
55e	Devises étrangères sans couverture de change	30%	821.0	Aucun dépassement
Placements auprès de l'employeur				
57	Placements auprès de l'employeur	5%	136.8	63.2
57	Biens immobiliers utilisés à plus de 50% par l'employeur	5%	136.8	Aucun dépassement

Les dépassements de limites ressortant dans le tableau ci-dessus sont justifiés comme suit :

Art. 54 – Créances par débiteurs

Il s'agit principalement de liquidités disponibles à fin 2010 auprès de la Banque cantonale de Fribourg en attente d'opportunités de placements. Cet établissement bénéficie de la garantie de l'Etat de Fribourg.

Art. 55c – Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger

Le dépassement de la limite relative aux immeubles est d'environ CHF 42 mio. Compte tenu de la fortune de la Caisse et du nombre important d'immeubles dont elle est propriétaire, il existe une réelle diversification de ses placements immobiliers. Ce dépassement n'augmente pas le profil de risque de la Caisse.

Art. 57 – Placements auprès de l'employeur

Il s'agit d'un prêt à long terme à l'Etat de Fribourg conclu depuis plusieurs années et effectué au taux marché, à l'époque de 3,5 %, et avant la mise en place des nouvelles limites de l'OPP 2. Le taux a été fixé pour la durée du placement qui échoit le 31.12.2013. Il s'agit aujourd'hui d'un placement intéressant pour la Caisse, avec un débiteur de première qualité.

Limites de placements SAA – Stratégie de placement – Strategic Asset Allocation

Allocation stratégique des actifs et marges tactiques

Véhicules de placement	Allocation Stratégique %	Marges tactiques		31.12.2010	
		Min %	Max %	MioCHF	%
Liquidités	3	0	10	371	13.55%
Débiteurs en CHF:	27	10	52.5	626	22.87%
Obligations étrangères	10	7.5	12.5	266	9.72%
Placements alternatifs	3	0	5	25	0.91%
Actions suisses	10	7.5	20	335	12.24%
Actions étrangères	10	5	17.5	251	9.17%
Immobilier	37	25	40	863	31.53%
TOTAL	100			2'737	100.00%

Au niveau de l'allocation stratégique, le dépassement de la limite des liquidités est dû à une masse de liquidités à disposition à fin 2010, en attente d'opportunités de placement. Ce dépassement n'a pas d'influence négative sur le profil de risque de la Caisse.

VI.5. Prêts

Les prêts nominaux se subdivisent comme suit :

- Prêts aux banques pour CHF 266 mio
- Prêts aux Communes et associations de communes pour CHF 13 mio

VI.6. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au cours de l'exercice 2010, aucun produit dérivé n'a été utilisé.

VI.7. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La CPPEF n'autorise pas le securities lending.

VI.8. Explications du résultat net des placements

(En milliers de CHF)

	Intérêts Dividendes	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	Totaux 2010
Liquidités et placements monétaires	6'806	1'316	-2'280	5'795	-10'616	-2	1'019
Obligations suisses	3'539	7	-67	251	-157		3'573
Obligations étrangères	7'982	2'584	-3'277	2'935	-30'018		-19'794
Actions suisses	8'441	2'434	-1'022	21'604	-21'084		10'373
Actions étrangères	7'109	4'204	-10'444	18'673	-43'741		-24'199
Fonds de placements immobiliers	23	2		57	-25		57
Placements alternatifs	268	37		1'107	-403		1'009
Participations					-152		-152
Prêts aux employeurs	7'000						7'000
Frais d'administration des placements financiers						-4'144	-4'144
Résultat net des placements financiers	41'168	10'584	-17'090	50'422	-106'196	-4'146	-25'258
	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation		
Immeubles	50'882			8'222	-12'914 *		46'190
Résultat net des placements							20'932

* Présentés dans les produits d'immeubles au niveau du compte d'exploitation

** Les charges d'exploitation des immeubles englobent des honoraires de gérance pour CHF 1.699 mios.

VI.8.1. Frais d'administration des placements financiers

(En milliers de CHF)	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Frais de gestion des titres	2'698	2'048
Frais de consultants	64	32
Impôts à la source non-récupérables	704	719
Frais de transactions et timbre fédéral	678	713
Totaux	<u>4'144</u>	<u>3'512</u>

VI.8.2. Performance des placements

Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2010 se présente comme suit:

Genre de placements

	Performance	
	2010	2009
Liquidités et placements à terme (CHF + monnaies étrangères)	- 2.32%	0.28%
Prêts (y.c. prêts aux employeurs)	2.47%	2.77%
Obligations suisses	2.61%	3.42%
Obligations étrangères	- 7.83%	6.92%
Actions suisses	3.33%	23.06%
Actions étrangères	- 9.46%	30.31%
Fonds de placement immobilier suisses	3.12%	26.50%
Fonds de placement immobilier étrangers	3.45%	20.85%
Participations	- 5.75%	- 5.92%
Placements alternatifs	0.37%	12.20%
Total des placements financiers	- 1.27%	9.38%
Immeubles	5.44%	4.25%
Total de la Caisse	0.97%	7.79%

VI.9. Immeubles*VI.9.1. Généralités*

Au 31 décembre 2010, la Caisse est propriétaire de 136 immeubles construits, représentant 6178 objets, soit 2716 appartements, 3270 garages et places de parc et 192 locaux commerciaux.

VI.9.2. Evolution des valeurs 2010 du parc immobilier

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	TOTAL
Valeurs actuelles au 1.1.2010	715'263	0	15'346	76'662	2'279	809'550
Mouvement 2010						
• Acquisitions / constructions / rénovations			5'646	34'029	4'386	44'061
• Ventes 2010						
• Mutations de groupe	21'657	26'594	660	-45'876	-3'035	0
• Adaptations aux valeurs actuelles du 31.12.2010	9'313		-1'574			7'739
Valeurs actuelles au 31.12.2010	746'233	26'594	20'078	64'815	3'630	861'350

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s'élève à 6,42% au 31 décembre 2010, contre 6,55% au 31 décembre 2009.

VI.9.3. Résultats 2010 des immeubles

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2010	9'313		-1'574		7'739
Résultats sur ventes					
Résultats d'exploitation (y. c. produits et charges communs)	36478	563	-67	1477	38'451
Résultats globaux 2010	45'791	563	-1'641	1'477	46'190
<u>Performances 2010</u>					
Immeubles construits					6.35 %
Parc immobilier					5.44 %
<u>Performances 2009</u>					
Immeubles construits					4.78 %
Parc immobilier					4.25 %

Les performances annuelles 2010 sont déterminées sur la base des résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « valeurs réelles » au 1^{er} janvier 2010.

Au résultat global de CHF 46.190 mio, il faut ajouter le résultat des fonds de placements immobilier qui est de CHF 0.057 mio. Le résultat net des placements immobiliers, tel que figurant dans le compte d'exploitation, est par conséquent de CHF 46.247 mio.

VI.9.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur les immeubles en construction, représentant un montant de CHF 482'457, figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 826'069'810.--

VI.10. Explications des placements chez l'employeur

Prêt en cours :

- CHF 200 millions rémunérés au taux de 3.5% du 31.12.2001 au 31.12.2013

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part	
		2010	2009
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

L'évaluation de la participation de la Régie de Fribourg SA est basée sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2010 et celle de la Société Capital Risque Fribourg SA est basée sur les comptes de l'exercice 2009.

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

A ce jour, la Caisse n'a pas reçu de l'Autorité précitée de correspondance relative à la prise de connaissance des comptes 2007, 2008 et 2009.

IX. Autres informations relatives à la situation financière

IX.1. Découvert / Explication des mesures prises

Le degré de couverture est défini conformément à la LPP et à ses dispositions d'application (art. 44 OPP2). Il est calculé au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de la fortune au 31 décembre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2010, le degré de couverture de la Caisse est de **79 %** contre 81.1 % à fin 2009.

En tant qu'institution de prévoyance d'une collectivité publique, la Caisse peut déroger au principe du bilan en caisse fermée aux conditions définies par les articles 69 alinéa 2 LPP et 45 OPP2. C'est ainsi que sur la base de l'article 16 de la Loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, celle-ci a l'obligation de disposer d'une fortune nette de prévoyance au moins équivalente aux capitaux de prévoyance des bénéficiaires de pensions et de rentes auxquels il convient d'ajouter les capitaux de prévoyance des assurés actifs du régime LPP.

Le capital minimal dont doit disposer la Caisse au 31 décembre 2010 en application de cette disposition se monte à quelque CHF 1'541 millions. La fortune nette de prévoyance s'élevant à CHF 2'724 millions au 31 décembre 2010, aucune mesure d'assainissement n'est ainsi nécessaire en l'état.

IX.2. Liquidations partielles

Les conditions et la procédure de liquidations partielles ont été fixées dans l'Ordonnance du Conseil d'Etat (122.73.12) du 9 novembre 2004 concernant l'affiliation des institutions externes à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. La Caisse n'a procédé à aucune liquidation partielle durant l'exercice sous revue.

IX.3. Procédures juridiques en cours

Les cas de dossiers faisant actuellement l'objet d'une procédure auprès du Tribunal administratif sont au nombre de deux ; les engagements qui découlent de ces litiges n'ont pas besoin de faire l'objet de provisions particulières.

X. Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant

Fribourg, le 16 mars 2011

Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2010	31.12.2009
Total de l'actif	2'736'768'013	2'651'107'574
Dettes	- 10'271'335	- 9'584'461
Compte de régularisation du passif	- 2'863'552	- 2'379'588
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'723'633'126	2'639'143'525
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	1'881'263'801	1'780'386'788
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	4'949'026	4'426'351
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions ¹	1'468'519'046	1'378'300'691
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP ¹	8'567'252	8'504'901
Capitaux de prévoyance	3'363'299'125	3'171'618'731
Provision de longévité ²	58'873'019	49'729'799
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	26'000'000	33'000'000
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provisions techniques	84'873'019	82'729'799
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	3'448'172'144	3'254'348'530
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	198'100'000	186'100'000
EXCEDENT TECHNIQUE ³	- 922'639'018	- 801'305'005

DEGRE DE COUVERTURE ⁴	74.7 %	76.7 %
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) ⁵	79.0 %	81.1 %

<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>198'100'000</i>	<i>186'100'000</i>
---	--------------------	--------------------

Remarques :

1) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %

2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

3) = FP - CP - RFV.

4) = FP / [CP + RFV].

5) = FP / CP.

Bilan technique selon le système financier statutaire ¹

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2010	31.12.2009
Total de l'actif	2'736'768'013	2'651'107'574
Dettes	- 10'271'335	- 9'584'461
Compte de régularisation du passif	- 2'863'552	- 2'379'588
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'723'633'126	2'639'143'525
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	4'949'026	4'426'351
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ²	1'468'519'046	1'378'300'691
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ²	8'567'252	8'504'901
Capitaux de prévoyance ³	1'482'035'324	1'391'231'943
Provision de longévité ⁴	58'873'019	49'729'799
Provisions techniques	58'873'019	49'729'799
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	1'540'908'343	1'440'961'742
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	198'100'000	186'100'000
EXCEDENT TECHNIQUE ⁵	984'624'783	1'012'081'783

DEGRE D'EQUILIBRE ⁶	156.6 %	162.2 %
---------------------------------------	----------------	----------------

<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>198'100'000</i>	<i>186'100'000</i>
---	--------------------	--------------------

Remarques :

1) Le système financier statutaire correspond à la garantie de l'intégralité du capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions (répartition des capitaux de couverture) pour le régime de pensions et à la capitalisation pour le régime LPP.

2) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

5) = FP - CP - RFV.

6) = FP / [CP + RFV].

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTROLE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL DE L'ÉTAT DE FRIBOURG

En notre qualité d'organe de contrôle, nous avons vérifié la légalité des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe), de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010.

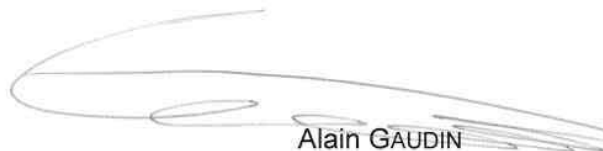
La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse incombe au Comité de la Caisse de prévoyance alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la comptabilité, à l'établissement des comptes annuels, aux placements et aux principales décisions en matière d'évaluation ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. La vérification de la gestion consiste à constater si les dispositions juridiques et réglementaires concernant l'organisation, l'administration, le prélèvement des cotisations, le versement des prestations ainsi que les prescriptions relatives à la loyauté dans la gestion de fortune sont respectées. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes annuels, la gestion et les placements ainsi que les comptes de vieillesse sont conformes à la loi suisse, à la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat et aux règlements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentant un total du bilan de CHF 2'736'768'013 ainsi qu'un excédent de charges de CHF 109'334'013.

Multifiduciaire Fribourg SA



Alain GAUDIN

Roland PITTET

Expert réviseur agréé

*Expert réviseur agréé
Réviseur responsable*

Fribourg, le 16 mars 2011

Annexe : Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation, annexe)



Verwaltungsbericht der PKSPF zur Jahresrechnung 2010

Rechtsform und Organisation

Die Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg (nachfolgend PKSPF genannt) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Sie ist im Register des Amtes für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg eingetragen.

Ihre Tätigkeit ist durch das Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (nachfolgend PKG genannt) und verschiedene Beschlüsse, die seit 1993 in Kraft sind, geregelt.

Die PKSPF gewährt Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod. Zusätzlich zum Staatspersonal und den staatlichen Einrichtungen sind auch Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer von Gemeinden sowie von Institutionen angeschlossen, welche eine eng mit dem Staat verbundene öffentliche Aufgabe erfüllen. Per Ende Dezember 2010 waren ihr nebst dem Staat Freiburg 59 externe Institutionen angeschlossen. Die Anschlussbedingungen der Versicherten an die Kasse ist von ihrer Anstellungsdauer abhängig: Versicherte mit einem mehr als ein Jahr dauernden Arbeitsvertrag sind automatisch in der Pensions-Vorsorgeregelung (überobligatorische Leistungen) versichert; Versicherte mit einer Anstellungsdauer von weniger als einem Jahr sind in der minimalen BVG-Vorsorgeregelung, deren Leistungen etwas höher sind, als die nach dem Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge vorgeschriebenen, versichert.

Der Vorstand der PKSPF besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Staat als Arbeitgeber und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Der Vorstand hat drei Kommissionen ins Leben gerufen (Finanzen, Immobilien, und Verwaltung), welche sich aus Mitgliedern des Vorstands zusammensetzen und von externen Spezialisten unterstützt werden. Im vergangenen Jahr hat der Vorstand 11 Sitzungen zum normalen Geschäftsverlauf abgehalten sowie 7 Sitzungen der eigenen Gesetzesrevision gewidmet. Hinzu kommen die monatlichen Sitzungen der Kommissionen und der speziellen Delegationen, in denen die Vorstandsmitglieder die Kasse vertreten haben. Die Verwaltung der PKSPF wird von dreizehn Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern (für ein wenig mehr als zwölf Vollzeitäquivalente (nachfolgend VZÄ)) sowie zwei Auszubildenden gewährleistet.

Nach Art. 51 Abs. 6 des Bundesgesetzes vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (nachfolgend BVG), muss die Vorsorgeeinrichtung die Erst- und Weiterbildung der Vertreter im höchsten paritätischen Organ garantieren. Der Vorstand der PKSPF hatte Gelegenheit seine Kenntnisse in der beruflichen Vorsorge zu vertiefen, insbesondere während den Arbeitssitzungen, die sich auf die Gesetzesrevision bezogen. Außerdem haben mehrere Mitglieder des Vorstandes das Angebot verschiedener Leistungserbringer genutzt und an Weiterbildungskursen teilgenommen.

Geschäftsjahr 2010

Im Verlauf des Jahres 2010 wurde die Versicherten-Verwaltungssoftware der Kasse vom bestehenden Lieferanten auf den neuesten Stand gebracht. Die Kasse verfügt jetzt über ein benutzerfreundlicheres Arbeitswerkzeug als in der Vergangenheit.

Im Mai 2010 hat die Kasse zudem einen weiteren Schritt ins digitale Zeitalter gemacht. Ab jetzt stehen sämtliche Dokumente, die sie erhält und die sie an ihre Versicherungsnehmer versendet im Rahmen eines Dokumentenverwaltungssystems am Bildschirm zur Verfügung. Die Mitarbeitenden haben so einen direkteren Zugang zum Versichertendossier.

Am 31. Dezember 2010 waren 16'907 Personen bei der Kasse versichert der Versichertenbestand hat somit um fast 54% zugenommen. Die Zahl der Rentenempfänger betrug zum gleichen Zeitpunkt 4'089 und hat somit um mehr als 6% zugenommen.

Die Pensionskasse hat sehr treue Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen. Im 2010 ist ein neuer Mitarbeiter eingestellt worden. Er ersetzt eine Mitarbeiterin, die 18 Jahre in der Kassenverwaltung tätig war und in den wohlverdienten Ruhestand getreten ist. Die Kasse ist derzeit wie folgt strukturiert:

- die Gruppe Technische Verwaltung, das heisst insgesamt 7 Personen zu 6.5 VZÄ verwaltet die rund 20'000 Akten aller Versicherungsnehmer. Die Verwaltungskosten pro Dossier und Jahr bewegen sich zwischen 120 und 150 Franken. Dieser Betrag wird aus dem Geschäftsergebnis der Kasse gedeckt. Im Vergleich zu anderen Vorsorgeeinrichtungen sind diese Verwaltungskosten eher im unteren Bereich anzusiedeln.

- die Gruppe Immobilien, bestehend aus spezialisierten technischen Mitarbeitern sowie ihren Verwaltungsmitarbeiterinnen (d.h. 2.8 VZÄ insgesamt) behandeln die laufenden Arbeiten in der Vermietung sowie Fragen zu neuen und sich im Bau befindlichen Liegenschaften.

- die Gruppe Finanzen und Buchhaltung (d.h. 2.4 VZÄ) ist für folgende Hauptaufgaben verantwortlich :

- Kontrolle der Wertschriftenverwaltung bei den verschiedenen bevollmächtigten Auftragnehmern
- Monatliche Performance-Übersicht aller bevollmächtigten Auftragnehmer
- Verwaltung sämtlicher Finanzen im Zusammenhang mit der Liegenschaftsverwaltung
- Führen der Gesamtbuchhaltung der Kasse (insbesondere Beitragsinkasso, Auszahlung sämtlicher Leistungen, ...).

Finanzierungssystem

Das System der gemischten Finanzierung, ein Merkmal der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen (nachfolgend örVE), kombiniert das Umlageverfahren wie es in dieser Form auch bei der AHV angewandt wird (direkte Finanzierung der Leistungen durch die Beiträge) mit dem Kapitaldeckungsverfahren (Äufnung der Barwerte der in Zukunft zu leistenden Renten), welches spezifisch für die berufliche Vorsorge ist. Soweit die Beitragssätze bezüglich der Leistungen richtig veranschlagt werden, bringt eine Misch-Finanzierung keine Unterdeckung, sofern der Anteil der nicht kapitalisierten Leistungen durch die Beiträge gedeckt wird. In Anbetracht der Fortdauer und der Leistungsgarantie der öffentlichen Körperschaften erlaubt das BVG diese Finanzierungsart für die örVE. Auf Bundesebene wurde eigens eine neue Gesetzgebung für örVE verabschiedet, die aufgrund der eingereichten parlamentarischen Initiative Beck zustande gekommen ist. Die neu geschaffenen Bestimmungen haben zur Folge, dass sich die örVE innerhalb von 40 Jahren zu mindestens 80% kapitalisieren müssen. Diese bundesrechtliche Vorgaben ist im Rahmen der Revision des Gesetzes über Pensionskasse - wie am Schluss dieses Berichts erwähnt - berücksichtigt worden.

Das Umlageverfahren hat den Vorteil, dass es sich in Perioden mit hoher Inflation langfristig wenig empfindlich zeigt, im Gegensatz zum Kapitaldeckungsverfahren, welches wiederum den Vorteil hat, dass es von der höheren Lebenserwartung, auch Langlebigkeit genannt, weniger beeinflusst wird. Aus dieser Sicht hat das System der gemischten Finanzierung den Vorteil, dass es die jeweiligen Vor- und Nachteile dieser beiden Finanzierungsarten ausgleichen kann.

Die Kasse hat im Jahre 2010 zwei Gutachten zur Deckungsgleichheit von Aktiven und Passiven in Auftrag gegeben (ALM oder CAP), welche die Anlagepolitik im Grossen und Ganzen bestätigt haben, aber auch darauf hinweisen, dass der von der Kasse angewandte technische Zinssatz in Anbetracht der verfolgten Anlagestrategie sehr ehrgeizig ist. Womöglich wäre es vernünftig, die Palette der von der Kasse eingesetzten Anlagevehikel zu erweitern und dabei aufzuzeigen, dass Investitionen in neue Anlagevehikel auch mit erhöhten Risiken verbunden sein können.

Finanzergebnis und Aufwertung

Aus finanzieller Sicht schliesst die PKSPF das Jahr 2010 mit einem negativen Ergebnis von etwa CHF 109 Millionen Franken ab. Die Staatsgarantie erhöht sich von 615 Mio. auf 724,5 Mio. Dieses Ergebnis berücksichtigt die Aufwertung gemäss PKG von 2.5 % der Summe der versicherten Löhne (d.h. ungefähr CHF 26 Millionen Franken) per 1. Januar diesen Jahres in Form einer technischen Rückstellung in der Bilanz 2010.

Schlussfolgerungen

Die Banken gingen im Jahre 2010 von einem Szenario aus, dass die Weltwirtschaft durch eine Entkoppelung des Wirtschaftszyklus in den Industrieländern und durch inflationäre Spannungen in den aufstrebenden Ländern charakterisierte. Man konnte feststellen, dass sich in den aufstrebenden Märkten wie Brasilien, China oder Indien der Inflationsdruck in Inflationsraten von 5% niederschlug. Bei den entwickelten Märkten haben einige Länder gerade noch die Kurve gekriegt. Ganz besonders in Deutschland ist dies der Fall, dessen Wirtschaft sich einer fast unverschämten Gesundheit erfreut mit einem Wirtschaftswachstum, dessen Ausmaß seit der Wiedervereinigung noch nie so hoch war. Die Zeichen dieser guten Gesundheit, die von der deutschen Wirtschaft ausgehen, haben sich auch auf die anderen Märkte der Eurozone übertragen. In der Schweiz betrug das BIP-Wachstum im Jahre 2010 2,6% und übertraf somit die Erwartungen der Analysten. Ungeachtet der Befürchtungen gründet das schweizerische Wachstum auf der Stärke des Frankens. Dieser starke Schweizer Franken war allerdings auch eine der Hauptsorgen in Bezug auf die während des vergangenen Jahres getätigten Anlagen. Institutionen, die dem Wechselkursrisiko große Aufmerksamkeit geschenkt und dieses aktiv bewirtschaftet haben, wurden mit höheren Erträgen belohnt als andere.

Aktiven: Wertschriften und Liegenschaften – Wertschwankungsreserven

Ende 2010 verwaltete die PKSPF Aktiven im Wert von 2'737 Mio. Franken, d.h. dass diese gegenüber der Vorjahresrechnung um 3 % zugenommen haben.

Wie schon in der Vergangenheit, verfolgt die PKSPF eine vorsichtige Finanzpolitik, die von einer externen Fachperson überprüft wird. Diese berät die Pensionskasse bei der Umsetzung der Anlagepolitik und kontrolliert regelmässig die Risikofähigkeit der Pensionskasse in Bezug auf diese Politik. Ausser den passiven Anlagen, die direkt von der PKSPF getätigt und überwacht werden (durch die Finanzkommission), wurde im Jahre 2010 die gesamte Wertschriftenverwaltung mit Direktmandat Bevollmächtigten anvertraut (siehe Details im Anhang zur Jahresrechnung).

• Wertschriften

Der Schweizer Aktienmarkt schien Anfang 2010 zu einer neuen Rallye zu starten, kam während des zweiten Quartals allerdings außer Atem, um anschliessend in der zweiten Jahreshälfte wieder stetig anzusteigen. Wenn die Buchführung an Weihnachten hätte abgeschlossen werden können, wären alle Institutionen zufrieden gewesen. Weil das Jahr aber bekanntlich erst am 31. Dezember zu Ende geht, sind die Märkte doch noch ziemlich erlahmt und der ganze im Dezember verbuchte Gewinn ging verloren. Der Markt 2010 beendete das Jahr auf einem tieferen Niveau, als er am 1. Januar desselben Jahres hatte. Bei EuroStoxx war die Lage sogar noch schlechter, da der Index mehr als 6% tiefer schloß im Vergleich zum Jahresbeginn. Hinzu kommt eine starke Bewertung des Frankens gegenüber dem Euro, der auf die Performance des Portfolios gedrückt hat.

• Liegenschaften

Die Performance des Immobilienparks von insgesamt 5,44% (d.h. einschliesslich der unbebauten Grundstücke und der im Bau befindlichen Gebäude) ist erfreulich. Die Abweichung der Performance von einem Jahr zum anderen ist auf die Art und Weise zurückzuführen, wie die Gebäude bewertet werden. Ein Wertzuwachs, resp. eine Wertminderung schlägt sich direkt in der Immobilien-Betriebsrechnung nieder. Zur Erinnerung sei erwähnt, dass sich die Performance des Immobilienparks auf den gesamten in Immobilien investierten Mittel rechnet.

Die wichtigsten Baustellen im Jahre 2010 waren die folgenden:

1. Estavayer-le-Lac : Die beiden letzterstellten Liegenschaften (40 Wohnungen zu einem veranschlagten Preis von CHF 13,5 Millionen) sind auf reges Interesse gestoßen und Ihre

Erstvermietung erfolgt den Erwartungen entsprechend; eine fünfte Liegenschaft befindet sich seit Frühjahr 2010 im Bau;

2. Tafers : Der Gebäudekomplex, bestehend aus fünf Häusern wurde im 2010 fertiggestellt und die Erstvermietung geht zwar gut, aber ein wenig langsamer als vorgesehen voran. In Anbetracht der hohen Anzahl von Wohnungen (83 insgesamt), die in so kurzer Zeit auf den Markt gebracht wurden, musste man mit gewissen Schwierigkeiten in der Erstvermietung rechnen. Die veranschlagten Gesamtkosten der Gebäude - inklusive Grundstück - von CHF 26,5 Millionen, stimmt mit dem Kostenvoranschlag, der dem Vorstand unterbreitet wurde, überein;

3. Düringen : Zwei einer Gruppe von vier Liegenschaften wurden im Verlaufe des Jahres 2010 zur Erstvermietung frei gegeben, während die zwei andern im 2011 zur Erstvermietung angeboten werden. Am Ende werden es insgesamt 64 Wohnungen sein, die gestaffelt auf den Markt gebracht worden sind.

4. Bulle-Zentrum : Die 67 Wohnungen sind auf reges Interesse gestossen; einzig die Erstvermietung der großen Wohnungen nimmt etwas mehr Zeit in Anspruch. Der Kostenvoranschlag von CHF 32 Millionen ist eingehalten worden;

5. Romont : Die Liegenschaft mit 16 Wohnungen konnte in sehr kurzer Zeit vollständig vermietet werden. Der Bau zweier weiterer Liegenschaften wurde programmgemäss Ende 2010 in Angriff genommen;

6. Die 32 Wohnungen der zwei Gebäude von La Tour-de-Trême, die zu Anfang 2010 fertiggestellt wurden, haben rasch Abnehmer gefunden.

- **Wertschwankungsreserven**

Der neue Artikel 48e der BVV 2 verlangt, dass die Vorsorgeeinrichtung in einem Reglement Regeln zur Bildung von Rückstellungen und Schwankungsreserven festlegt. Allerdings erlaubt Swiss GAAP FER 26 die Bildung von Wertschwankungsreserven nur, wenn die Vorsorgeeinrichtung über einen Deckungsgrad von mindestens 100 % verfügt, was bei der PKSPF nicht der Fall ist. Angesichts dessen muss die Kasse in ihren Anhängen die theoretischen Reserven angeben, auf die sie sich für die Wahl ihrer langfristigen Anlagestrategie gestützt hat. In Anbetracht dieser gesetzlichen Verpflichtung und auf Grund der Empfehlungen des Beraters der PKSPF sollte der Vorstand hinsichtlich seiner Anlagepolitik und basierend auf den bestehenden Anlagen per Ende 2010 über eine Wertschwankungsreserve von rund CHF 198 Millionen verfügen. Diese Summe entspricht dem Mindestbetrag, der bei einem starken Marktrückgang während eines Jahres verfügbar sein muss. Mit der Revision des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals wird es möglich sein, eine noch höhere Wertschwankungsreserve zu bilden als heute vorgegeben ist. Der Vorstand wird sich hierzu noch seine Überlegungen machen.

Passiven: Verpflichtungen gegenüber Versicherten

Die PKSPF hat folgende Verpflichtungen:

- Die Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten betragen CHF 1'886'212'827 Dies entspricht dem Betrag, den die PKSPF auszahlen müsste, wenn alle ihre aktiven Versicherten die Stelle per 31.12.2010 kündigen würden. Gegenüber dem Vorjahr ist dieser Betrag um 5,7 % oder um ca. CHF 102 Mio. gestiegen. Er umfasst die höheren Kosten der Leistungen, die den Versicherten zugute kommen. Anzumerken ist auch, dass diese Summe im Rahmen der Lohnentwicklung von den Versicherten teilweise selbst finanziert wird. Ebenfalls in diesem Betrag enthalten sind die Ein- und Austritte während des laufenden Jahres.
- Der versicherungsmathematische Wert der laufenden Pensionen beträgt CHF 1'477'086'298 (davon CHF 58'873'019 als Rückstellung für höhere Lebenserwartung). Dieser Wert entspricht den gesamten Verpflichtungen gegenüber den gegenwärtigen Leistungsbezüglern bis zum theoretischen Erlöschen ihres Anspruchs. Dieser versicherungsmathematische Wert ist in Bezug zum Deckungskapital zu setzen, welches in der Bilanz per 31.12.2009 mit CHF 1'386'805'592 ausgewiesen ist. Die Erhöhung um etwa CHF 90 Millionen oder 6,5 % erklärt sich wie nachfolgend aufgeführt:
 - wesentliche Zunahme der Anzahl der Invaliditätsfälle und höhere Rentenansprüche;
 - höhere Lebenserwartung der Rentenbezüglern;

- Erhöhung der mathematischen Reserven für Rentner (mehr Rentner, tieferes Durchschnittsalter und höhere Durchschnittspension).

Deckungsgrad – Deckungsgleichgewicht – Staatsgarantie

Der Deckungsgrad der Kasse ist von 81,1 % auf 79,0 % gesunken und hat so die Staatsgarantie von 615 auf 725 Millionen Franken erhöht. Hinsichtlich der gesetzlichen Verpflichtung, wonach die laufenden Renten stets gedeckt sein müssen, beträgt das Deckungsgleichgewicht zwischen dem Nettovermögen und dem zur Deckung der Renten bis Verfall benötigten Kapital per 31.12.2010 ca. 156,6 % (unter Berücksichtigung der Wertschwankungsreserve). An dieser Stelle sei darauf hingewiesen, dass die neuen bundesrechtlichen Bestimmungen den Kassen die vollständige Deckung der laufenden Renten vorschreibt. Diese Vorgabe wird von der Kasse bereits heute erfüllt.

Im Hinblick auf die derzeitige finanzielle Lage der PKSPF wird ein Rückgriff auf die Staatsgarantie nicht in Erwägung gezogen.

PKG-Revision

Der Gesetzesentwurf über die Pensionskasse des Staatspersonals ist vom Staatsrat verabschiedet und im Februar an den Grossen Rat weitergeleitet worden. Das Projekt beinhaltet bereits heute die Vorgaben der neuen Bundesgesetzgebung wie z.B. einen Mindestdeckungsgrad von 80% in den kommenden 40 Jahren zu erreichen.

PENSIONS KASSE DES STAATSPERSONALS

Claude Lässer, Präsident
Claude Schafer, Verwalter

Freiburg, 16.03.2011

JAHRESRECHNUNGEN 2010 UND 2009

BILANZ	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>
	CHF	CHF
AKTIVEN		
Vermögensanlagen	2'736'768'013	2'651'097'839
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	652'109'755	687'524'053
Betriebskonten	174'609'981	950'429
Anlagekonten	185'220'208	260'286'726
Darlehen	281'601'172	390'637'526
Treuhanddepots	8'380'349	7'922'922
Geldanlagefonds	2'298'045	27'726'450
Forderungen	7'691'698	6'208'731
Verrechnungs- und Quellensteuer	5'262'526	4'391'672
Arbeitgeberbeiträge	1'173'301	867'252
Arbeitnehmerbeiträge	926'160	572'090
Kontokorrente Immobilien und andere	90'953	174'728
Diverse Forderungen	238'758	202'989
Wertschriften	988'377'275	941'267'278
Obligationsanlagen	397'198'539	373'636'324
Obligationen Schweiz	131'484'160	126'802'560
Obligationen Ausland	265'714'379	246'833'764
Transitorische auf Wertschriften (aufgelaufene Zinsen)	4'851'275	5'561'063
Aktien und Beteiligungen	586'327'461	562'069'891
Aktien Schweiz	332'737'097	295'382'470
Aktien Ausland	251'095'974	264'040'634
Beteiligungen	2'494'390	2'646'787
Immobilien	863'254'192	811'532'665
Liegenschaften	863'168'715	811'425'060
Erstellte Liegenschaften	746'233'175	715'262'736
Erstvermietungen	26'594'487	0
Bauland	20'077'839	15'346'370
Im Bau befindliche Liegenschaften	64'815'511	76'662'205
Renovationen	3'630'007	2'278'604
Immobilienanlagefonds Schweiz	1'313'969	1'372'133
Immobilienanlagefonds Ausland	503'727	503'012
Transitorische auf Liegenschaften	85'477	107'605
Alternative Anlagen	25'335'093	4'565'112
Arbeitgeberdarlehen	200'000'000	200'000'000
Staatsdarlehen	200'000'000	200'000'000
Aktive Rechnungsabgrenzungen	0	9'735
TOTAL DER AKTIVEN	<u>2'736'768'013</u>	<u>2'651'107'574</u>

16.03.2011

JAHRESRECHNUNGEN 2010 UND 2009

BILANZ	31.12.2010	31.12.2009
	CHF	CHF
PASSIVEN		
Verbindlichkeiten	10'271'335	9'584'461
Freizügigkeitsleistungen und Renten	2'947'862	1'748'301
Andere Verbindlichkeiten	7'323'473	5'561'160
Gläubiger	1'333'305	3'116'361
Kontokorrente	4'920'869	1'378'879
Sicherheitsfonds	1'069'299	1'065'920
Verbindlichkeit aus Immobilienkauf	0	2'275'000
Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)	2'863'552	2'379'588
Transitorische Passiven	43'200	39'812
Transitorische Passiven auf Wertschriften	138'973	126'264
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	2'681'379	2'213'512
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	3'448'172'144	3'254'348'530
Vorsorgekapital aktive Versicherte	1'886'212'827	1'784'813'139
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	1'881'263'801	1'780'386'788
Altersguthaben der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung	4'949'026	4'426'351
Vorsorgekapital Pensionsberechtigte	1'477'086'298	1'386'805'592
Vorsorgekapital Berechtigte Pensions-Vorsorgeregelung	1'468'519'046	1'378'300'691
Vorsorgekapital Berechtigte BVG-Vorsorgeregelung	8'567'252	8'504'901
Technische Rückstellungen	84'873'019	82'729'799
Rückstellung für höhere Lebenserwartung	58'873'019	49'729'799
Rückstellung für Aufwertung der Summe der versicherten Löhne	26'000'000	33'000'000
Technischer Fehlbetrag	-724'539'018	-615'205'005
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-615'205'005	-655'678'497
Aufwand- / Ertragsüberschuss	-109'334'013	40'473'492
TOTAL DER PASSIVEN	2'736'768'013	2'651'107'574

16.03.2011

JAHRESRECHNUNG 2010 UND 2009

BETRIEBSRECHNUNG

	2010 CHF	2009 CHF
Ordentliche Beiträge und Einlagen	191'122'785	180'869'563
Beiträge Arbeitnehmer	74'604'743	70'996'521
Beiträge Arbeitgeber	106'976'290	101'815'464
Nachzahlungen Arbeitnehmer	602'388	651'168
Einkaufssummen	8'939'364	7'406'410
Eintrittsleistungen	56'996'396	70'972'896
Freizügigkeitseinlagen	55'199'834	70'021'858
Rückzahlung WEF-Vorbezüge	1'796'562	951'038
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	248'119'181	251'842'459
Reglementarische Leistungen	-130'163'274	-122'542'866
Altersrenten	-102'362'294	-95'131'803
Hinterlassenenrenten	-16'751'256	-16'428'357
Invalidenrenten	-7'915'311	-7'857'846
Übrige reglementarische Leistungen	-110'524	-27'360
Kapitalleistung bei Pensionierung	-2'986'614	-3'097'500
Kapitalleistung bei Tod und Invalidität	-37'275	0
Austrittsleistungen	-51'611'807	-57'042'974
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-38'372'444	-42'194'161
Vorbezüge WEF/Scheidung	-13'239'363	-14'848'813
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-181'775'081	-179'585'840
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen	-193'823'614	-214'216'510
Bildung Vorsorgekapital aktive Versicherte	-68'399'688	-77'214'416
Bildung Vorsorgekapital Rentner	-90'280'706	-95'442'633
Bildung von Beitragsreserven	-26'000'000	-33'000'000
Bildung von Rückstellungen für höhere Lebenserwartung	-9'143'220	-8'559'461
Versicherungsaufwand	-1'069'299	-1'063'618
Beiträge an Sicherheitsfonds	-1'069'299	-1'063'618
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil	-128'548'813	-143'023'509
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	20'932'148	185'290'939
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	1'018'733	8'335'981
Netto-Ergebnis der Obligationen	-16'221'060	20'837'441
Netto-Ergebnis der Aktien und Anteile	-13'977'712	118'337'511
Netto-Ergebnis der alternativen Anlagen	1'009'037	422'892
Netto-Ergebnis der Liegenschaften und Immobilienanlagefonds	46'246'990	33'838'973
Zinsen auf Arbeitgeberdarlehen	7'000'000	7'030'000
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlagen	-4'143'840	-3'511'859
Sonstiger Ertrag	211'480	178'912
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	108'895	114'373
Übrige Erträge	102'585	64'539
Sonstiger Aufwand	-164'865	-123'178
Verwaltungsaufwand	-1'763'963	-1'849'672
Aufwand- / Ertragsüberschuss	-109'334'013	40'473'492

16.03.2011

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2010 ET 2009

RUBRIKEN	PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		TOTAL	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	244'149'078	247'939'493	3'970'103	3'902'967	248'119'181	251'842'460
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-177'745'178	-174'101'798	-4'029'903	-5'484'042	-181'775'081	-179'585'840
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien	-193'202'145	-215'070'100	-621'469	853'590	-193'823'614	-214'216'510
Beiträge an Sicherheitsfonds	-1'052'650	-1'048'925	-16'649	-14'694	-1'069'299	-1'063'619
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	-127'850'895	-142'281'331	-697'918	-742'178	-128'548'813	-143'023'509
Netto-Ergebnis Vermögensanlagen					20'932'148	185'290'939
Sonstiger Ertrag					211'480	178'912
Sonstiger Aufwand					-164'865	-123'178
Verwaltungsaufwand					-1'763'963	-1'849'672
Aufwand- / Ertragsüberschuss					-109'334'013	40'473'492

16.03.2011

ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG

I. Grundlagen und Organisation

I.1. Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKSPF) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Ihr Ziel besteht darin, Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2. Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die PKSPF ist im Register für die berufliche Vorsorge beim Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg eingetragen.

Zusätzlich ist sie dem Sicherheitsfonds BVG angeschlossen und bezahlt Beiträge an diesen Fonds.

I.3. Rechtliche Grundlagen und Reglemente

Die Tätigkeit der Pensionskasse wird geleitet von :

a) Rechtliche Grundlagen

- Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKG), teilweise geändert durch die Gesetze vom 2. Oktober 1996, vom 17. September 1997, vom 17. Oktober 2001 und durch die Verordnung des Staatsrats vom 22. März 2005
- verschiedene Erlasse des Staatsrates des Kantons Freiburg

b) interne Reglementierung

Version vom :

- | | |
|--|-------------------|
| - Organisationsreglement und | |
| Richtlinien zur Regelung der Vermögensverwaltung | 22. November 2007 |
| - Reglement der Immobilienkommission | 3. April 1989 |
| - Reglement der Baukommission | 30. Mai 1989 |
| - Reglement der Verwaltungskommission | 1. Juni 2005 |
| - Reglement über die technischen Rückstellungen | 1. September 2006 |

Die PKSPF ist Mitglied des Schweizerischen Pensionskassenverbandes (ASIP), welcher im Jahre 2008 eine Charta sowie Fachrichtlinien bezüglich Loyalität und Integrität in der Verwaltung von Vorsorgeeinrichtungen erlassen hat. Die Charta ist ein für alle ASIP-Mitglieder verbindlicher Verhaltenskodex und vervollständigt die anwendbaren Gesetzesbestimmungen des BVG in diesem Bereich (Art. 48f und folgende; BVV2).

I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Präsident / Verwaltung

Der Vorstand der PKSPF besteht aus zwölf Mitgliedern, wovon sechs den Staat und sechs die Arbeitnehmer vertreten.

Der Vorstand wird vom Staatsrat Finanzdirektor präsiert (Art. 6 Abs. 5 PKG).

Am 31. Dezember 2009 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

Vertreter des Staates

LÄSSER Claude, Präsident
CLEMENT Pierre-Alain
COLLAUD Paul
HAYOZ Markus
STEPHAN Jacques
AUBRY Laurent

Arbeitnehmervertreter

MUTRUX Gérald, Vizepräsident
COLLAUD Germain
DELLEY Stéphane
MARTY René
MINDEL Claude
SAVOY Jean-Daniel

Die PKSPF wird unter der Leitung von Herrn Claude Schafer, Verwalter geführt.

I.4.2. Zeichnungsberechtigungen und Kompetenzen

Die Zeichnungsberechtigungen und die Kompetenzen stützen sich auf ein Reglement vom 1. Mai 2005. Die Vertretung der PKSPF gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter jeweils mit Kollektivunterschrift zu zweien.

I.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde, Berater

I.5.1. Experte der beruflichen Vorsorge (Versicherungsmathematiker)

Pittet Associés S.A. in Genf

I.5.2. Revisionsstelle

Multifiduciaire Fribourg S.A. in Fribourg

I.5.3. Aufsichtsbehörde

Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg in Freiburg

I.5.4. Anlageberaterin

Coninco Advisory S.A. in Vevey

I.6. Angeschlossene Arbeitgeber

Die Anzahl Arbeitgeber, welche bei der Pensionskasse angeschlossen sind, betrug 60 am 31. Dezember 2010 gegenüber 59 am 31. Dezember 2009.

II. Aktive Mitglieder und Rentenberechtigte – demographisches Verhältnis

II.1. Aktive Versicherte

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregung	16'237	15'608	629
BVG-Vorsorgeregung	670	534	136
Total	16'907	16'142	765
<u>Durchschnittliches Alter</u>			
Pensions-Vorsorgeregung	42.48	41.85	0.63
BVG-Vorsorgeregung	37.66	38.75	-1.09

II.2. Pensions- und Rentenbezüger

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Rentner</u>			
<u>Pensions-Vorsorgeregung</u>	3'945	3'709	236
Alterspension	2'873	2'632	241
Invalidenpension	301	318	- 17
Ehegattenpension	678	666	12
Waisenpension	71	77	- 6
Alters-Kinderpension	22	16	6
<u>BVG-Vorsorgeregung</u>	144	142	2
Altersrente	96	94	2
Invalidenrente	24	24	0
Ehegattenrente	14	14	0
Waisenrente	4	4	0
Alters-Kinderrente	2	2	0
Invaliden-Kinderrente	4	4	0
Total	4'089	3'851	238

II.3. Total der Mitglieder

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregung	20'182	19'317	865
BVG-Vorsorgeregung	814	676	138
Total	20'996	19'993	1'003

II.4. Demographisches Verhältnis

Das demographische Verhältnis entspricht dem Anteil zwischen der Anzahl Rentenbezüger und der Anzahl der aktiven Versicherten, das heisst:

Pensions-Vorsorgeregung	24.30%	23.76%
BVG-Vorsorgeregung	21.49%	26.60%
Gesamt	24.19%	23.78%

III. Art der Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne

Die PKSPF betreibt zwei Vorsorgepläne: Die Pensions-Vorsorgeregulierung und die BVG-Vorsorgeregulierung.

Die Pensions-Vorsorgeregulierung gilt für das Personal mit einem öffentlich-rechtlichen Arbeitsvertrag oder mit einer unbefristeten hauptberuflichen Tätigkeit im Dienst des Staates oder seiner Anstalten.

Die Pensions-Vorsorgeregulierung ist eine **Vorsorgeregulierung mit Leistungsprimat auf der Basis der aufgewerteten Löhne**. Das Endziel der Pensionen richtet sich nicht nach dem letzten Lohn, sondern nach dem durchschnittlichen aufgewerteten Karriere Lohn.

Die Pensions-Vorsorgeregulierung wird durch folgende wesentliche Merkmale bestimmt:

- der koordinierte Lohn entspricht dem massgebenden Lohn, abzüglich eines Koordinationsabzuges, der 90 % der einfachen maximalen AHV-Rente entspricht (CHF 24'624.00 bei einem Tätigkeitsgrad von 100 %), multipliziert mit dem Tätigkeitsgrad. Der maximale versicherte Jahreslohn für 2009 betrug CHF 182'546.60;
- die Alterspension beträgt 1,6 % der aufgewerteten Summe der versicherten Löhne per Ende des Monats, welcher der Pensionierung vorangeht. Einmal im Jahr werden die Pensionen dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst. Es besteht die Möglichkeit, bei der Pensionierung max. $\frac{1}{4}$ des BVG-Altersguthabens als Kapital zu beziehen;
- die Invalidenpension entspricht der projizierten Alterspension im Alter 65, multipliziert mit dem Invaliditätsgrad, jedoch max. 60 % des letzten versicherten Lohnes, multipliziert mit dem Tätigkeitsgrad;
- die Ehegattenpension entspricht 60 % der vollen Invalidenpension, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60 % der vollen Invaliden- oder Alterspension des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- die Pensionskasse zahlt auch Pensionierten-Kinderpensionen, sobald die pensionierte Person das 65. Altersjahr erreicht hat, sowie Waisenpensionen.

Die **BVG-Vorsorgeregulierung** gilt für das Hilfspersonal und das vorübergehend angestellte Personal. Es handelt sich um einen ähnlichen Sparplan wie nach dem BVG mit einer zusätzlichen Deckung (in Prozent des koordinierten Lohnes) des Invaliditäts- und Todesfallrisikos. Es handelt sich um ein so genanntes **Duo-Primat** (Beitragsprimat beim Sparen und Leistungsprimat bei der Risikodeckung).

Die **BVG-Vorsorgeregulierung** wird durch folgende wesentliche Merkmale bestimmt:

- das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen BVG-Freizügigkeitsleistungen, inkl. berechnete Zinsen von 4 %;
- die Altersrente berechnet sich wie folgt: das Altersguthaben wird in Rente umgewandelt, gemäss der provisorischen Tabelle der gültigen Sätze seit der 1. BVG-Revision, in Kraft seit dem 01.01.2005. Das Pensionierungsalter ist auf 65 (Männer) / 64 Jahren (Frauen) festgesetzt. Frühpensionierung ab dem vollendeten 60. Altersjahr möglich, mit einer entsprechenden Reduzierung des Umwandlungssatzes. Einmal im Jahr werden die Renten dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst;
- die Invalidenrente entspricht der voraussichtlichen Alterspension, zuzüglich der berechneten Zinsen gemäss den BVG-Anwendungsmodalitäten, aber maximal 40 % des versicherten Lohnes multipliziert mit dem Invaliditätsgrad;
- die Ehegattenrente entspricht 60 % der vollen Invalidenrente, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60 % der Alters- oder Invalidenrente des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- die Pensionskasse zahlt auch Invaliden-Kinderpensionen und Waisenrenten, welche 20 % der Invalidenrente betragen.

III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden

III.2.1. Pensions-Vorsorgeregelung

Der globale Beitragssatz der Pensions-Vorsorgeregelung beträgt einheitlich 19,5 % des koordinierten Lohnes, unabhängig von Alter und Geschlecht der versicherten Person. Davon gehen 11,5 % zu Lasten des Arbeitgebers und 8 % zu Lasten der Arbeitnehmenden. Dies entspricht einer Finanzierung von ca. 59 % durch den Arbeitgeber und 41 % durch die Arbeitnehmenden.

Gemäss PKG, Artikel 13 und 16, basiert die Finanzierung der Pensions-Vorsorgeregelung auf dem **gemischten Finanzierungssystem des Rentenwert-Umlageverfahrens**. Nach diesem System muss das Vermögen der PKSPF jederzeit mindestens den aktuellen Barwert der laufenden Renten (oder nach Swiss GAAP FER 26 das Vorsorgekapital der Rentenbezüger/innen) zuzüglich der Rückstellungen für höhere Lebenserwartung decken.

III.2.2. BVG-Vorsorgeregelung

Je nach Alter der versicherten Person variieren die Sparbeiträge zwischen 7 und 18 % des koordinierten Lohnes, bei einem maximalen koordinierten Lohn von CHF 58'140.00. Ein zusätzlicher Beitrag von 2,4 % des koordinierten Lohnes wird zur Finanzierung der Risiken Tod und Invalidität, der Beiträge für den Sicherheitsfond und zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben. Die Finanzierung erfolgt paritätisch.

Die BVG-Vorsorgeregelung basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. So muss das eigene Vermögen jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. die Altersguthaben der aktiven Versicherten sowie die versicherungstechnischen Reserven (oder Barwert) der laufenden Renten abdecken.

III.2.3. Weitere Informationen über die Tätigkeit der Vorsorge

Keine.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

IV.1. Bestätigung über die Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)

Die Jahresrechnung der Pensionskasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die PKSPF zwei Vorsorgepläne anwendet (Pensions-Vorsorgeregelung und BVG-Vorsorgeregelung), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeregelung im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- *Umsetzung der Werte in ausländischen Devisen*
Der Wechselkurs wurde per Bilanzdatum berücksichtigt.
- *Flüssige Mittel*
Sie wurden zum Nennwert berechnet.
- *Forderungen*
Sie wurden zum Nennwert berechnet. Die wirtschaftlich notwendigen Rückstellungen, die mit einem spezifischen Risiko verbunden sind, wurden direkt von den entsprechenden Aktiven in Abzug gebracht.

- *Wertschriften*

Die Obligationen, die Notes, die Aktien und die Anlagefonds wurden zu ihrem Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

An der Börse nicht gehandelte Aktien und Beteiligungen wurden nach dem Eigenkapitalwert der Gesellschaft per Abschlussdatum bewertet. Dies unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven, die von der Verwaltung der Gesellschaft bekannt gegeben wurden.

- *Liegenschaften*

- *Gebaute Liegenschaften*

Jede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet:

- Nettorendite von 4,5 %;
 - Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre;
 - Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre;
 - Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften;
 - Erhöhung für besondere Sicherstellung;
 - Baufähigkeit: Berücksichtigung der notwendigen Renovationen auf zehn Jahre.

- *Im laufenden Jahr erworbene Liegenschaften*

Der Wert der neu erworbenen Liegenschaften wird auf derselben Grundlage bestimmt wie derjenige der gebauten Gebäude, jedoch ohne Kosten und Leerstände. Die Festsetzung der Kosten im ersten Jahr erfolgt aufgrund eines Budgets; in der Folge werden dann die effektiven Kosten berücksichtigt. Im ersten Jahr werden die während der Erwerbsdauer festgestellten Leerstände in Betracht gezogen, später die Leerstände der letzten fünf Jahre oder weniger, je nach Besitzdauer.

- *Liegenschaften mit Erstvermietung (maximale Dauer 3 Jahre)*

Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese tiefer sind als die tatsächlichen Kosten während der Erstvermietung, die nach dem Prinzip wie für im Laufe des Jahres erworbene Liegenschaften bestimmt werden, ohne Berücksichtigung der Leerstände. Dieser Satz wird auf der durchschnittliche Höhe der globalen Leerstände des Portefeuilles der Kasse berechnet, zuzüglich 5 %. Wenn die Baukosten höher sind als der tatsächliche Wert der Gebäude, wird letztere Variante angewendet.

- *Bauland*

Es wurde der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

- *Im Bau befindliche Liegenschaften*

Es wurde der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.

- *Renovationen*

Es wurde der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

Für die Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

- *Darlehen an Arbeitgeber*

Die Termindarlehen des Staates Freiburg sind zum Nennwert berücksichtigt.

- *Andere Aktiven und Verpflichtungen*

Die anderen Forderungen und Verpflichtungen figurieren in der Bilanz zum Nennwert.

- *Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen*

Die statische Methode wird angewendet. Die Vorsorgekapitalien sind vom Versicherungsmathematiker bestätigt worden.

Die Rückstellung für die Aufwertung der versicherten Löhne basiert auf den gesetzlichen Bestimmungen der Kasse (PKG Art. 66).

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Risiken / Deckungsgrad

V.1. Art der Risikodeckung

Folgende Risiken sind gedeckt : Invalidität, Tod und Alter.

V.2. Erläuterung von Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen

Die PKSPF ist eine unabhängige Pensionskasse, die ihre Risiken vollständig selber versichert und daher nicht rückversichert ist.

V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Vorsorgeregelung)

a. Entwicklung:	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	4'949'026	4'426'351	522'675
b. Verzinsung:			
Zinssatz auf Altersguthaben	4,00 %	4,00 %	–

V.4. Entwicklung des Deckungskapitals für die aktiven Versicherten im Leistungsprimat (Pensions-Vorsorgeregelung)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Freizügigkeitsleistung (FZL) zu Beginn der Periode	1'780'386'788	1'676'256'708
Veränderung:		
+ Zunahme der FZL der während des ganzen Jahres anwesenden Versicherten	101'870'138	100'501'353
+ Zunahme der FZL der im Laufe des Jahres neu eingetretenen Versicherten	47'687'329	55'888'026
- Abnahme der FZL der im Laufe des Jahres ausgetretenen Versicherten	– 48'680'454	– 52'259'299
<i>Total der jährlichen Veränderung</i>	<u>100'877'013</u>	<u>104'130'080</u>
Freizügigkeitsleistungen per Ende der Periode	1'881'263'801	1'780'386'788

V.5. Technische Rückstellung für die Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

Die PKSPF hat die Summe der versicherten Löhne per 1. Januar 2011 um 2 % aufgewertet, d.h. um CHF 26 Mio. Diese Aufwertung berücksichtigt die Lohnerhöhung des Staatspersonals per 1. Januar 2011. Der Betrag dieser Aufwertung wurde in der Rechnung 2010 berücksichtigt.

V.6. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach BVG der aktiven Versicherten der Pensions-Vorsorgeregulung

a. Entwicklung:

	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	949'007'020	900'414'980	48'592'040

b. Verzinsung:

Zinssatz auf Altersguthaben	2.00 %	2.00 %	-
-----------------------------	--------	--------	---

V.7. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten (inkl. Rückstellung für höhere Lebenserwartung)

Pensions-Vorsorgeregulung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2010 CHF	2009 CHF	2010/2009 CHF	2009/2008 CHF	2010/2009 %	2009/2008 %
Rentner	1'258'188'423	1'155'657'641	102'530'782	113'780'917	+ 8.9	+ 9.8
Invalide	113'856'682	120'102'974	- 6'246'292	3'153'787	- 5.2	- 1.9
Ehepartner	149'916'769	146'731'228	3'185'541	8'000'768	+ 2.2	+ 1.1
Waisen	4'671'835	4'921'733	- 249'898	- 344'491	- 5.1	+ 12.1
Alters-Kinderrente	422'332	317'334	104'998	- 444	+ 33.1	+ 57.6
Total	1'527'056'041	1'427'730'910	99'325'131	124'590'537	+ 7.0	+ 7.8

BVG-Vorsorgeregulung

	2010 CHF	2009 CHF	2010/2009 CHF	2009/2008 CHF	2010/2009 %	2009/2008 %
Rentner	4'874'918	4'922'892	- 47'974	22'330	- 1.0	+ 6.3
Invalide	3'073'845	2'894'398	179'447	42'213	+ 6.2	+ 7.3
Ehepartner	787'871	803'986	- 16'115	19'294	- 2.0	+ 11.3
Waisen	87'289	97'708	- 10'419	- 9'248	- 10.7	- 10.6
Alters-Kinderrente	9'632	11'127	- 1'495	3'389	- 13.4	- 10.3
IV-Kinderrente	69'723	74'372	- 4'649	64'193	- 6.3	- 4.3
Total	8'903'278	8'804'483	98'795	142'171	+ 1.1	+ 6.7

Die Pensionen und Renten wurden im 2010 nicht der Teuerung angepasst.

V.8. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde im August 2009 aufgrund der Jahresrechnung per 31. Dezember 2008 durchgeführt. Die Pittet Associés S.A. bestätigt in ihrem versicherungsmathematischen Gutachten, dass das finanzielle Gleichgewicht der PKSPF in Anbetracht der Finanzierung des Vorsorgeplanes, der angewendeten finanziellen Systeme und der Staatsgarantie gewährleistet ist.

V.9. Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die Deckungskapitalien wurden aufgrund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2000 bestimmt. Der technische Zinssatz der PKSPF beträgt 4,5 %.

V.10. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Staatsgarantie nach statischer Lage

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie, welche die kapitalisierte technische Unterdeckung garantieren, sind folgende:

	<u>31.12.2010</u> CHF	<u>31.12.2009</u> CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Fälligkeiten)	2'723'633'126	2'639'143'525
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	– 3'448'172'144	– 3'254'348'530
Technische Unterdeckung (= Staatsgarantie (*))	– 724'539'018	– 615'205'005
Deckungsgrad	79,0 %	81,1 %

(*) Der Staat garantiert jederzeit das finanzielle Gleichgewicht nach Art. 16 des Gesetzes über die Pensionskasse.

VI. Erläuterungen der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlageregelung

Die Finanzanlagen wurden den folgenden Einrichtungen anvertraut:

- Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille;
- FTI Suisse S.A. in Genf – Verwaltung von zwei ausländischen Obligationenportefeuilles, hinterlegt bei der Bank Pictet & Cie in Genf;
- Crédit Suisse in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland;
- UBS in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Europa sowie Obligationen Ausland;
- IAM S.A. in Genf – Verwaltungsmandat Aktien Schweiz;
- Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille.

Die Liegenschaftsverwaltung erfolgt durch:

- Régie de Fribourg S.A. in Freiburg;
- Gerama S.A. in Freiburg;
- Régie Châtel S.A. in Châtel-St-Denis;
- Gestions Martin S.A. in Estavayer-le-Lac;
- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A. in Montreux;
- Privera AG / Graf.riedi AG in Bern.

VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterung mit Ergebnis des Berichts (Art. 50, Abs. 4 BVV 2)

Per 1. Januar 2009 wurden im BVV2 neue Anlagebegrenzungen mit einer Übergangsfrist zu deren Anwendung von zwei Jahren, d.h. bis zum 31. Dezember 2010 eingeführt.

Die in Punkt VI.4 aufgeführte und vom Vorstand im Jahr 2003 festgelegte strategische Zuteilung des Vermögens ist älter als die neuen gesetzlichen Bestimmungen. Diesbezüglich ist die strategische Zuteilung im Einklang mit der Gesetzgebung bis Ende 2010.

Die PKSPF hat im Verlaufe des Jahres 2010 zwei Studien zur Kongruenz Aktiven – Passiven durchgeführt. Die Schlussfolgerungen der beiden Studien erwiesen sich als äusserst interessant und erwähnen unter anderem folgendes :

- Die Höhe der Schwankungsreserven ist hinsichtlich der gewählten Anlagestrategie ungenügend; der Vorstand ist dabei zu analysieren, welches die notwendige Zielgrösse sein müsste, insbesondere ebenfalls angesichts der Vorgaben, die den öffentlichrechtlichen Kassen im Rahmen der Kapitalaufstockung innert den nächsten vierzig Jahren auferlegt wurden;
- um das Leistungsziel von 4,5% zu erreichen, welches dem technischen Satz der Kasse entspricht, muss diese ihre Zuteilung noch besser diversifizieren;
- Die strategische Zuteilung von 37% in Immobilienanlagen wird überhaupt nicht in Frage gestellt. Sie wirkt sich sogar stabilisierend aus in Anbetracht der beständigen und wiederkehrenden Performance dieses Anlagevehikels. Die Überschreitung des vom BVV2 vorgegebenen Grenzwertes (30% Schweizer Immobilien), gefährdet die finanzielle Gesundheit der Kasse nicht. Im Gegenteil: sie hat eine stabilisierende Wirkung auf ihr Vermögen.

Die anstehenden Veränderungen hinsichtlich der Investitionen werden in Verbindung mit der Revision des Gesetzes über die Pensionskasse noch Gegenstand von Diskussionen und einer vertieften Beurteilung sein.

VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve

Entsprechend den Berechnungen der Anlageberaterin Coninco Advisory S.A. hat der Vorstand die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve wie folgt festgelegt:

Die Pensionskasse des Staatspersonals, die eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung ist, kann nach Artikel 45 BVV 2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Nach Artikel 48e BVV 2 und in Anbetracht der langfristigen Anlagestrategie, die durch die Kasse zum Zeitpunkt der Bilanzerstellung gewählt wurde, betragen die erforderlichen Wertschwankungsreserven mit einem statistischen Vertrauensniveau von 68,3 % **CHF 198.1 Millionen** gegenüber CHF 186.1 Millionen per Ende 2009. Diese Berechnung berücksichtigt alle Investitionen, die effektive Verteilung, die Korrelation zwischen den verschiedenen Aktivklassen sowie die Rendite-Zielsetzung der Kasse.

Die berechnete Reserve zieht den erforderlichen Mindestbetrag in Betracht um einen starken Marktrückgang während einem Jahr wettzumachen, der 4,4 Punkten des Deckungsgrades entspricht. Es ist wichtig, dass der Vorstand der Kasse das Problem der Zielgrösse der Wertschwankungsreserve, die für die Zuteilung pro Anlagevehikel im Rahmen der Anlagestrategie notwendig ist, analysiert, dies auch in Anbetracht des gewählten technischen Zinssatzes.

Grenzen des Modells

Bei der Berechnung der notwendigen Reserven geht man von einer normalen Rendite der Aktiven aus. Empirische Studien zeigen, dass die finanziellen Aktiven von der Normalverteilung abweichen können. Einerseits treffen extreme Ereignisse tendenziell häufiger ein, als es die Normalverteilung vorsieht. Andererseits sind die Renditen bestimmter Finanzaktiven asymmetrisch. Infolgedessen kann sich die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve, die unter der Normalitätshypothese vorgeschlagen wurde, von der wirtschaftlichen Wirklichkeit mehr oder weniger entfernen.

Es muss darauf hingewiesen werden, dass nach der Empfehlung Swiss GAAP FER 26 Vorsorgeeinrichtungen von öffentlich-rechtlichen Körperschaften mit Garantiezusage keine

Wertschwankungsreserven in der Bilanz bilden können, wenn ihr Deckungsgrad nicht mindestens 100 % beträgt.

VI.4. Begrenzungen der Vermögensanlage

Individuelle Begrenzungen				
54	Forderungen pro Schuldner Barmittel + Termingelder + Obligationen	10% pro Schuldner	273,7	333,6 bei der FKB
54a	Aktien Schweiz und Ausland	5% pro Beteiligung	136,8	keine Überschreitung
54b/1	Immobilien in der Schweiz und im Ausland	5% pro Objekt	136,8	keine Überschreitung
Begrenzungen nach Kategorie				
54b/2	Vorschüsse auf Immobilien	30% des Verkehrs- werts pro Objekt		keine Rubrik in der Bilanz
55	Grundpfandtitel Pfandbriefe	50% im Max. 80% des Verkehrswerts sämtlicher Objekte		keine Rubrik in der Bilanz
55b	Aktien Schweiz und Ausland	50%	1368,4	keine Überschreitung
55c	Immobilien in der Schweiz und im Ausland	30% wovon max. 1/3 im Ausland	821,0	42,1
55d	Alternative Anlagen	15%	410,5	keine Überschreitung
55e	Fremdwährungen ohne Währungssicherung	30%	821,0	keine Überschreitung
Anlagen beim Arbeitgeber				
57	Beteiligungen beim Arbeitgeber	5%	136,8	63,2
57	Immobilien mit einer Nutzung von mehr als 50% pro Arbeitgeber	5%	136,8	keine Überschreitung

Die aus obiger Tabelle hervorgehenden Überschreitungen begründen sich wie folgt:

Art. 54 – Begrenzung einzelner Schuldner

Es handelt sich hauptsächlich um flüssige Mittel, welche Ende 2010 bei der Freiburger Kantonalbank vorhanden waren und für eine zweckmässige Vermögensanlagegelegenheit vorbehalten sind. Diese Einrichtung verfügt über die Staatsgarantie des Staates Freiburg.

Art. 55c – Immobilienanlagen in der Schweiz und im Ausland

Die Überschreitung der Begrenzung der Immobilienanlagen beträgt ungefähr CHF 42 Mio. Unter Berücksichtigung des Gesamtvermögens der Kasse und der stattlichen Anzahl an Liegenschaften, deren Eigentümerin sie ist, findet dennoch eine wirkliche Diversifikation ihrer Immobilienanlagen statt. Das Risikoprofil der Kasse wird durch diese Überschreitungen nicht erhöht.

Art. 57 – Anlagen beim Arbeitgeber

Es handelt sich um ein langfristiges Darlehen an den Staat Freiburg, dass vor mehreren Jahren zum damals gültigen Satz von 3,5 % und noch vor Einführung der neuen Begrenzungen BVV2 abgeschlossen wurde. Der Zinssatz wurde für die gesamte Anlagedauer, die am 31.12.2013 endet, festgelegt. Für die Kasse handelt es sich heute um eine interessante Geldanlage bei einem erstklassigen Schuldner.

Begrenzungen der Anlagen SAA – Anlagestrategie – Strategic Asset Allocation

Strategische Zuteilung der Aktiven und taktische Margen

Anlagearten	Strategische Zuteilung %	Taktische Margen		31.12.2010	
		Min %	Max %	MioCHF	%
Barmittel	3	0	10	371	13.55%
Schuldner in CHF	27	10	52.5	626	22.87%
Obligationen Ausland	10	7.5	12.5	266	9.72%
Alternative Anlagen	3	0	5	25	0.91%
Aktien Schweiz	10	7.5	20	335	12.24%
Aktien Ausland	10	5	17.5	251	9.17%
Immobilien	37	25	40	863	31.53%
TOTAL	100			2'737	100.00%

Auf der Ebene der strategischen Zuteilung ist das Überschreiten der Barmittelgrenze auf den Umstand zurückzuführen, dass Ende 2010 eine grosse Menge flüssige Mittel vorhanden waren, die einer zweckmässigen Vermögensanlagegelegenheit vorbehalten waren. Diese Überschreitung hat keinen negativen Einfluss auf das Risikoprofil der Kasse.

VI.5. Darlehen

Die nominalen Darlehen unterteilen sich wie folgt:

- Darlehen an Banken von CHF 266 Mio;
- Darlehen an Gemeinden und Gemeindeverbände von CHF 13 Mio.

VI.6. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Im Laufe des Jahres 2010 wurde keine Derivate eingesetzt.

VI.7. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die PKSPF erlaubt kein «Securities Lending».

VI.8. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

(In Tausend CHF)

	Zinsen Dividenden	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	Total 2010
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	6'806	1'316	-2'280	5'795	-10'616	-2	1'019
Obligationen Schweiz	3'539	7	-67	251	-157		3'573
Obligationen Ausland	7'982	2'584	-3'277	2'935	-30'018		-19'794
Aktien Schweiz	8'441	2'434	-1'022	21'604	-21'084		10'373
Aktien Ausland	7'109	4'204	-10'444	18'673	-43'741		-24'199
Immobilienanlagefonds*	23	2		57	-25		57
Alternative Anlagen	268	37		1'107	-403		1'009
Beteiligungen					-152		-152
Darlehen an Arbeitgeber	7'000						7'000
Verwaltungskosten der Finanzanlagen						-4'144	-4'144
Netto-Ergebnis der Finanzanlagen	41'168	10'584	-17'090	50'422	-106'196	-4'146	-25'258
	Mieten	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	Wert- anpassungen	Betriebs- kosten		
Liegenschaften	50'882			8'222	-12'914 *		46'190
Netto-Ergebnis der Anlagen							20'932

* Im Liegenschaftsergebnis der Betriebsrechnung dargestellt.

** Die Verwaltungshonorare von CHF 1,824 Millionen sind in den Betriebskosten der Liegenschaften inbegriffen.

VI.8.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

(In Tausend CHF)	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Verwaltungskosten der Wertschriften	2'698	2'048
Beratungskosten	64	32
Nicht einforderbare Quellensteuer	704	719
Transaktionskosten und Stempelabgaben	<u>678</u>	<u>713</u>
Total	<u>4'144</u>	<u>3'512</u>

VI.8.2. Anlageperformance

Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2010 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien**Performance**

	2010	2009
Flüssige Mittel und Terminanlagen (CHF + Fremdwährungen)	- 2.32%	0.28%
Darlehen (inkl. Arbeitgeberdarlehen)	2.47%	2.77%
Obligationen Schweiz	2.61%	3.42%
Obligationen Ausland	- 7.83%	6.92%
Aktien Schweiz	3.33%	23.06%
Aktien Ausland	- 9.46%	30.31%
Immobilienanlagefonds Schweiz	3.12%	26.50%
Immobilienanlagefonds Ausland	3.45%	20.85%
Anteile	- 5.75%	- 5.92%
Alternative Anlagen	0.37%	12.20%
Total der Finanzanlagen	- 1.27%	9.38%
Liegenschaften	5.44%	4.25%
Total der Kasse	0.97%	7.79%

VI.9. Liegenschaften*VI.9.1. Allgemeine Anmerkungen*

Am 31. Dezember 2010 ist die Kasse Eigentümerin von 136 erstellten Liegenschaften mit insgesamt 6178 Objekten bestehend aus 2716 Wohnungen, 3270 Garagen und Parkplätzen sowie 192 Geschäftlokalen.

VI.9.2. Wertentwicklung 2010 des Immobilienparks

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegen-schaften	Liegen-schaften mit Erst-vermietung	Bau-land	Im Bau befindliche Liegen-schaften	Renovationen	TOTAL
Buchwert per 1.1.2010	715'263	0	15'346	76'662	2'279	809'550
Bewegungen 2010						
• Erwerb / Bau / Renovationen			5'646	34'029	4'386	44'061
• Verkäufe 2010						
• Veränderungen der Gruppe	21'657	26'594	660	-45'876	-3'035	0
• Anpassungen an den Zeitwert per 31.12.2010	9'313		-1'574			7'739
Zeitwert am 31.12.2009	746'233	26'594	20'078	64'815	3'630	861'350

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «erstellten Liegenschaften» beträgt per 31. Dezember 2010 6,42 % gegenüber 6,55 % per 31. Dezember 2009.

VI.9.3. Liegenschaftsergebnis 2010

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegen- schaften	Liegen- schaften mit Erst- vermietung	Bau- land	Im Bau befindliche Liegen- schaften	TOTAL
Anpassung der Immo- bilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2010	9'313		-1'574		7'739
Ergebnis aus Verkäufen					
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl. allgemeine Erträge und Aufwendungen)	36'874	563	-67	1'477	38'451
Gesamtergebnis 2010	45'791	563	-1'641	1'477	46'190
<u>Performance 2010</u>					
Gebaute Liegenschaften					6.35 %
Gesamter Immobilienpark					5.44 %
<u>Performance 2009</u>					
Gebaute Liegenschaften					4.78 %
Gesamter Immobilienpark					4.25 %

Die Jahresrendite 2010 wird auf Basis des Gesamtergebnisses des Immobilienparks im Verhältnis zum «Zeitwert» per 1. Januar 2010 ermittelt.

Zum Gesamtergebnis von CHF 46,190 Mio. muss noch das Ergebnis des Immobilien-Anlagefonds von CHF 0,057 Mio. hinzugezählt werden. Das Nettoergebnis der Immobilienanlagen, so wie in der Betriebsrechnung aufgeführt, beträgt folglich CHF 46,247 Mio.

VI.9.4. Weitere Informationen

Die Baukreditzinsen auf den im Bau befindlichen Liegenschaften sind im Liegenschaftsertrag der Betriebsrechnung enthalten und belaufen sich auf CHF 482'457

Die Brandversicherungswerte der erstellten Liegenschaften beträgt CHF 826'069'810.--

VI.10. Erläuterungen der Anlagen beim Arbeitgeber

Laufendes Darlehen:

- CHF 200 Mio. verzinst zum Satz von 3,5 % vom 31.12.2001 bis 31.12.2013

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Beteiligungen»)

Gesellschaft	Aktienkapital	Quotenanteil	
		2010	2009
Régie de Fribourg SA, Freiburg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Freiburg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

Die Bewertung der Beteiligung der Régie de Fribourg SA basiert auf der Finanzlage per 31.12.2010 und die der Capital Risque Fribourg SA auf dem Kontenabschluss des Geschäftsjahres 2009.

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

Bis heute hat die Kasse bezüglich Kenntnisnahme der Jahresrechnung 2007, 2008 und 2009 von oben erwähnter Behörde noch keine schriftliche Bestätigung erhalten.

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

IX.1. Unterdeckung / Erläuterung der getroffenen Massnahmen

Der Deckungsgrad wird nach den Vorschriften des BVG und seinen Ausführungsbestimmungen (Art. 44 BVV2) bestimmt. Er wird am jeweils am 1. Januar auf der Grundlage des Vermögens per 31. Dezember des Vorjahres berechnet.

Per 31. Dezember 2010 beträgt der Deckungsgrad der Pensionskasse **79 %** gegenüber 81.1 % per Ende 2009.

Als Vorsorgeeinrichtung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft kann die Kasse nach Artikel 69 Abs. 2 BVG und Artikel 45 BVV2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Nach Artikel 16 des Gesetzes vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals hat die Kasse die Pflicht, über ein Nettovorsorgevermögen zu verfügen, welches mindestens der Summe der Pensions- und Rentenvorsorge entspricht. Es empfiehlt sich, das kapitalisierte Vorsorgekapital der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregulierung hinzuzufügen.

Das Mindestkapital, über welches die Kasse per 31. Dezember 2009 gemäss diesen Bestimmungen verfügen muss, beträgt rund CHF 1'441 Millionen. Da sich das Nettovorsorgevermögen per 31. Dezember 2009 auf CHF 2'639 Millionen beläuft, sind keine Sanierungsmassnahmen notwendig.

IX.2. Teilliquidation

Die Bedingungen und das Verfahren für eine Teilliquidation sind in der Verordnung des Staatsrates vom 9. November 2004 über den Anschluss von auswärtigen Institutionen an die Pensionskasse des Staatspersonals (SGF 122.73.12) festgelegt. Die Kasse hat während dem vergangenen Geschäftsjahr keine Teilliquidation durchgeführt.

IX.3. Laufende Rechtsverfahren

Im Moment sind beim Verwaltungsgericht acht Fälle Gegenstand eines Verfahrens. Für die Verpflichtungen, die sich aus diesen Rechtsstreitigkeiten ergeben könnten, müssen keine besonderen Rückstellungen gemacht werden.

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Keine

Freiburg, den 16. März 2010